



PROMOTION *GÉNÉRAL GALLOIS*  
2016 -2017

**L'offensive Nivelles :  
aspects politico-militaires d'une défaite  
annoncée**

Chef de bataillon Benoît CUSSAC

Sous la direction de :  
Colonel (ER) Claude Franc  
Historien

## **Résumé :**

Alors qu'en janvier 1917, l'offensive Nivelle incarne l'espoir d'une reprise de l'initiative des Alliés par une rupture de front occidental, l'échec cinglant est autant le fait du haut commandement militaire que du responsable politique. Si le général Nivelle a commis l'erreur principale d'être aveuglé par un excès de confiance, faisant fi des conséquences stratégiques du repli tactique allemand, les décideurs politiques, en s'astreignant à ne pas s'impliquer directement dans la conduite de la guerre, sans toutefois avoir les capacités d'en contrôler sa bonne exécution, ont été dans l'incapacité à agir directement et efficacement. Dès lors, leurs immixtions répétées, révélatrices de leurs propres dissensions sur fond de désaccords quant aux buts de guerre, n'ont fait que parasiter l'action du haut commandement militaire.

Ainsi, au-delà de la seule responsabilité du général Nivelle, il s'agit également de l'échec d'un système politique incarné par deux gouvernements successifs – Briand et Ribot – soumis au poids de l'Alliance. Cet échec « partagé » permet, fin 1917, d'établir les conditions nécessaires à la victoire finale par l'émergence d'une gouvernance politico-militaire renouvelée, incarnée par Clémenceau et Foch.

## **Abstract:**

At the beginning of 1917, the Nivelle offensive was supposed to carry allied hopes of retaking the initiative, by breaking the stalemate on the Western front. The resulting bitter failure of the offensive was as much the fault of the high military command as the politician.

If General Nivelle made the main errors of being blinded by his overconfidence, and of ignoring the strategic consequences of the German tactical retreat; then the politicians, by avoiding direct involvement in the conduct of the war and thus lacking the capability to ensure their intent was executed, were unable to effectively influence events. As a result, their repeated interferences, revealing internal discord about the wars purposes, hampered actions of the allied high military command.

Rather than a sole responsibility and failure of General Nivelle, the political system, embodied by two successive governments: Briand and Ribot, also failed under pressure by the weight of the Alliance. This “shared” failure was to set up, at the end of 1917, the conditions of the victory by the emergence of a renewed politico-military system, embodied by Clémenceau and Foch.

# Table des matières

<b>Introduction .....</b>	<b>4</b>
<b>1 Hiver 1916-1917 : un besoin de renouveau après la désillusion.....</b>	<b>6</b>
1.1 Situation sur les théâtres d'opérations fin 1916 .....	6
1.2 Des gouvernements français et britanniques qui se recomposent pour le « grand coup ».....	9
1.3 Nomination de Nivelle : une conduite dynamique de la guerre .....	12
<b>2 Plan Nivelle : de la confiance à l'obstination .....</b>	<b>16</b>
2.1 Nivelle s'impose comme généralissime.....	16
2.2 Opération Alberich : l'entêtement de Nivelle .....	19
2.3 Une offensive vaine affaiblissant durablement le potentiel humain.....	22
<b>3 Une classe politique coupable d'impuissance.....</b>	<b>26</b>
3.1 Une différence de vue politico-stratégique.....	26
3.2 Un entrisme des politiques révélateur de dissensions profondes.....	28
3.3 Deuxième offensive ou le poids de la coalition.....	31
<b>Conclusion.....</b>	<b>35</b>
<b>Bibliographie.....</b>	<b>37</b>
<b>Sources.....</b>	<b>37</b>
<b>Annexes.....</b>	<b>38</b>

## Introduction

Août 1914, à l'aube de la Grande guerre, Joffre déclare : « Je tordrai les Boches avant deux mois »<sup>1</sup>. Janvier 1917, le conflit s'éternise mais la certitude de victoire est toujours de rigueur. Nivelle s'engage personnellement en confiant : « nous rompons le front allemand quand nous voudrons »<sup>2</sup>. Que ce soit aux prémices de la guerre en 1914 comme à la veille de l'offensive Nivelle en 1917, rien ne semble avoir réellement changé. L'optimisme est toujours de mise malgré l'immobilisme du front, une population exsangue et les pertes considérables déjà subies. Guerre statique dès la fin de l'année 1914, les espoirs allemands, comme ceux alliés, d'une reprise d'une guerre de mouvement s'évanouissent au cours de l'année 1916 pour confirmer l'immobilisme du front. Aucune décision n'est prise au niveau stratégique par les belligérants du fait de l'impossibilité tactique de percer le front. Alors que cette même année est marquée par l'enfer de Verdun et la désillusion de la bataille de la Somme, le responsable politique, comme le chef militaire, semble vouloir aveuglément céder, en cette année 1917, au chant des sirènes d'une victoire rapide et décisive.

Le politique cherche à donner corps à ce nouvel élan, et cela passe en premier lieu par le renouvellement du commandement militaire sous quelque forme que ce soit, pourvu qu'il apporte une idée neuve. Le général Nivelle est désigné pour incarner cet élan et dès lors, « son » offensive est porteuse de tous les espoirs. Ce sera un échec.

Il apparaît donc intéressant de se pencher sur les réelles responsabilités de cet échec. Le général Nivelle est-il le seul et l'unique responsable alors que le simple fait d'avoir donné son nom à l'offensive semble le désigner comme le « coupable » idéal. Déjà, au lendemain de l'offensive, Jean de Pierrefeu, alors contemporain et acteur de l'époque, cherche à rétablir la vérité sur l'affaire Nivelle pour contrer une « propagande effrénée » visant à réhabiliter le protagoniste principal – le général Nivelle<sup>3</sup>. Les erreurs commises appartiennent-elles pour autant uniquement au champ militaire alors que ne lui incombe que la conduite des opérations et que l'orientation politique est du seul ressort du Conseil et du Parlement ? Alors que les critères de succès tactiques ne sont pas réunis, comment expliquer l'obstination des décideurs politiques et des chefs militaires à poursuivre la préparation de l'offensive Nivelle,

---

<sup>1</sup> RESSI Michèle, *L'histoire en citations : Première Guerre mondiale*, Herodote.net, 2014, 23 p., p. 9.

<sup>2</sup> GOYA Michel (lieutenant-colonel), *le processus d'évolution tactique de l'armée française de 1871 à 1918*, Thèse, Université de la Sorbonne – Paris IV, 2008, 552 p., p. 351.

<sup>3</sup> PIERREFEU Jean de, *L'offensive du 16 avril : la vérité sur l'affaire Nivelle*, Paris, La renaissance du livre, 1919, 191 p, p. 5.

et comment expliquer leur impuissance à y mettre un terme ? Quel a été le rôle du décideur politique et en quoi les institutions de la III<sup>ème</sup> République peuvent expliquer en partie cet échec dont les conséquences iront bien au-delà d'un nouvel immobilisme tactique ?

De nombreuses études historiques ont déjà été réalisées sur ce sujet en s'intéressant autant aux responsabilités militaires au plan tactique qu'à la situation politique nationale et internationale de l'époque. Mais les études associant ces deux aspects sont rares alors que paradoxalement, cette période de la guerre demeure souvent occultée, ne retenant principalement que les « mutineries » d'une infime partie de l'armée française.

L'objectif de ce travail est donc de mettre en exergue dans quelles mesures des facteurs hors du champ *stricto sensu* militaire ont pu interférer directement dans la conduite des opérations. Dès lors, il s'agit d'étudier quelles sont les différentes parts de responsabilité et, sans nier les erreurs tactiques et l'obstination du commandement militaire, d'approfondir le rôle de la classe politique française comme britannique et le rôle du système décisionnel politico-stratégique dans cet échec. Pour mener cette étude, nous nous sommes appuyés à la fois sur des documents de l'époque ayant l'intérêt du témoignage d'acteurs directs comme sur des documents plus actuels portant sur les aspects techniques de l'offensive comme politiques de l'époque. Nous avons fait le choix intentionnel de ne pas étudier outre mesure les aspects tactiques de l'offensive, cette approche ne permettant pas de suffisamment mettre en évidence les interactions politico-militaires. Enfin, la consultation de certaines ressources institutionnelles – bibliothèque nationale de France, Assemblée nationale – a permis d'accéder aux versions originales de certains discours, rapports ou comptes rendus.

En s'astreignant initialement à ne pas s'impliquer directement dans la conduite des opérations, sans toutefois avoir les capacités d'en contrôler sa bonne exécution, les responsables politiques français se sont trouvés dans l'incapacité à agir directement et efficacement. Dès lors, leurs immixtions ultérieures et répétées, révélatrices de leurs propres dissensions, n'ont fait que parasiter l'action du haut commandement militaire sans toutefois permettre une quelconque inflexion dans la conduite de l'offensive.

Si l'erreur principale de Nivelles a été de s'entêter sans avoir su exploiter le repli allemand, il convient d'étudier au préalable, en quoi la situation politico-militaire de l'époque et l'espoir démesuré des responsables politiques a pu le conforter dans son obstination. Ceci permettant, *in fine*, d'étudier pourquoi et comment les responsables politiques ne sont pas exempts de leurs parts de responsabilité dans l'échec de l'offensive Nivelles.

# 1 Hiver 1916-1917 : un besoin de renouveau après la désillusion

## 1.1 Situation sur les théâtres d'opérations fin 1916

Guerre statique depuis la fin de l'année 1914, le conflit s'enlise désormais dans une guerre d'usure. Les conquêtes militaires sont bien en-deçà des espoirs suscités alors que les pertes humaines et matérielles sont considérables. Sur le plan social, les cohésions nationales se fissurent. Les forces morales et matérielles faiblissent alors que les Nations prennent conscience que la guerre va désormais s'inscrire dans la durée nécessitant la mobilisation de tous et de tout.

Sur tous les fronts – occidental, oriental, Moyen-Orient – la situation est bloquée<sup>4</sup>. Pourtant, au début de l'année 1916, l'Axe et l'Entente ont tous deux l'espoir de remporter une victoire décisive. L'espoir allemand de percer les lignes françaises à Verdun, l'espoir franco-britannique de conduire une offensive d'ampleur dans la Somme, offensive planifiée conjointement dès la fin de l'année 1915. Il n'en fût rien. Verdun : 700 000 pertes – morts, blessés et disparus – de part et d'autre. L'objectif allemand est de « saigner » les armées françaises. C'est effectivement le cas, mais dans les deux camps. Au delà de ce constat tragique, la simple évocation de Verdun révèle une dimension symbolique voire quasiment mystique. La « mère des batailles » est considérée comme la plus longue et la plus dévastatrice bataille de la guerre. L'offensive allemande n'est enrayée que durant l'été 1916 par le général Nivelle, commandant alors la II<sup>ème</sup> armée, avant qu'il reconquiert le terrain perdu à l'automne. Parallèlement, l'offensive franco-britannique de la Somme doit permettre aux Alliés, comme première offensive conjointe, d'unifier leurs forces afin de percer les lignes allemandes et relancer la guerre de mouvement. Si Verdun oblige les Alliés à modifier leurs plans initiaux, l'ambition reste la même. La désillusion est tout aussi importante que Verdun pour les Allemands. Durant la seule journée du 1<sup>er</sup> juillet 1916, l'armée britannique perd environ 58 000 soldats, en comptant morts et disparus.

En Allemagne la situation est critique, les batailles de Verdun et de la Somme lui ont demandé beaucoup de ressources, tant sur le plan humain que matériel. La capacité de l'Allemagne à régénérer son potentiel de combat terrestre est critique<sup>5</sup>. Sur mer, le bilan est identique. Sous l'effet du blocus maritime, sa flotte de guerre est clouée dans les ports. Les

---

<sup>4</sup> Cf annexe 3.

<sup>5</sup> RATINAUD Jean, *1917 ou la tragédie d'avril*, Paris, Fayard, 1960, 318 p., p.85.

diplomates français en poste dans les pays neutres relèvent un profond désarroi auprès des diplomates et des responsables politiques allemands<sup>6</sup>. A tel point et alors que l'armée française vient d'enrayer l'offensive allemande à Verdun, que Poincaré demande à Joffre de rédiger le 12 août 1916 un projet de conditions d'armistice. Seul renouveau susceptible de permettre à l'armée impériale allemande de reprendre l'ascendant, l'arrivée de Ludendorff – général en chef des armées allemandes – et de von Hindenburg – chef du Grand Etat-Major de l'armée impériale allemande – durant l'été. Ils sont considérés comme les réels décideurs jusqu'à la fin de la guerre. Leur stratégie est alors de tenir en attendant que la Russie ne s'écroule, permettant alors une bascule d'effort du front oriental vers le front occidental pour conduire la bataille décisive. Le temps joue en leur faveur. Pour tenir, deux décisions sont prises. La première est de mener une guerre sous-marine à outrance. Malgré le risque probable de couler des navires américains signifiant l'implication directe des USA, Ludendorff croit pouvoir gagner la guerre avant que ces derniers ne soient capables de la mener. La deuxième est de réorganiser le système défensif sur le front occidental en réaménageant les lignes de front tout en concédant un repli tactique pour économiser des forces et masser les réserves hors des coups et des vues. Ainsi, le plan de l'état-major impérial prévoit pour l'année 1916 de renoncer aux coûteux combats sur le front de l'Ouest et d'acculer la Grande-Bretagne à la reddition par la rupture de ses approvisionnements en l'asphyxiant, même au risque d'une guerre avec les Etats-Unis<sup>7</sup>.

Après avoir obtenu d'importants succès durant l'été 1916 sur le front autrichien, les Russes voient le front oriental reculer suite à l'offensive allemande contre la Roumanie. Quant à l'Italie, profitant initialement du désarroi de l'Autriche, elle attaque début août sur le front de l'Isonzo, avant également, que celui-ci ne se stabilise à l'hiver.

Au Moyen-Orient, les Britanniques sont toujours dans une approche indirecte en maintenant ouvert un front au sud de l'Empire Ottoman, surtout après l'échec des Dardanelles en 1915. Echec qui conduira, outre à la démission de Churchill, à l'affaiblissement de l'autorité du Premier ministre Asquith. L'enjeu pour les Britanniques est de garantir leur contrôle de l'Egypte pour la protéger de l'influence Ottomane et conserver ainsi la libre utilisation du canal de Suez. En tant qu'Empire maritime, l'intégrité et le contrôle des routes

---

<sup>6</sup> SOUTOU Georges-Henri (Professeur), *La grande illusion, quand la France perdait la paix, 1914 - 1920*, Paris, Tallandier, 2015, 376 p., p.109.

<sup>7</sup> Ministère de la Défense, Chemin de mémoires, <http://www.cheminsdememoire.gouv.fr/fr/1917-annee-de-la-guerre-sous-marine-outrance>, consulté le 16 novembre 2016.

maritimes constituent pour le Royaume-Uni un impératif stratégique<sup>8</sup> d'autant que le pays est fortement affaibli par le blocus maritime allemand.

L'année 1916 marque donc un *statu quo* tactique sur le front occidental comme plus globalement sur tous les fronts. Au delà des conséquences militaires, cette situation est responsable d'une forme de désillusion en France parmi les hommes politiques et la population risquant de mettre à mal les forces morales du pays. Si « *globalement l'Union sacrée c'est (...) un enthousiasme fragile, lié en la croyance d'une guerre courte* »<sup>9</sup>, la prolongation de celle-ci risque en cette fin d'année 1916 de voir l'unité politique et sociale de la France se fissurer. Celle-ci est directement touchée par la montée de l'inflation, du pessimisme et de l'incertitude. L'environnement social se détériore et alors qu'un front uni serait plus que jamais nécessaire, les grèves se multiplient. Socialistes et communistes se font les défenseurs de plus en plus pressants d'une « paix blanche ». Ils dénoncent une guerre décimant le prolétariat qui ne peut compter sur aucun profit en retour, ainsi que la « grande illusion » dont est victime la population dans son ensemble<sup>10</sup>. L'usure des combats et les privations favorisent l'émergence de mouvements d'opinions pacifistes, voire défaitistes. Certains journaux, dont *la tranchée républicaine* ou *le bonnet rouge* – connu pour être subventionné par l'Allemagne – sont des relais de ces mouvements pacifistes. Conscient de la menace que cela représente, Poincaré en fait le constat le 6 novembre 1916 en déclarant : « *Il y a partout dans la population parisienne, et dans les Chambres, un vague malaise. Les défaitistes gagnent tous les jours du terrain. Voici maintenant que les grèves commencent* »<sup>11</sup>.

Alors que l'Entente doit faire face à deux risques militaires majeurs : affaiblissement de la Russie et guerre sous-marine à outrance, susceptibles à la fois d'inverser le rapport de force entre les belligérants et d'affaiblir considérablement le potentiel industriel de guerre ; celle-ci risque également de souffrir de l'affaiblissement des cohésions nationales.

---

<sup>8</sup> SOUTOU Georges-Henri (Professeur), *La grande illusion, quand la France perdait la paix, 1914 - 1920*, Paris, Tallandier, 2015, 376 p., p.93.

<sup>9</sup> La Grande guerre et le Limousin, Jean-Baptiste Duroselle, *la Grande guerre des Français*, Perrin, 1994, <http://14-18.crdp-limousin.fr/blog/2014/08/04/546/>, consulté le 17 novembre 2016.

<sup>10</sup> RATINAUD Jean, *1917 ou la tragédie d'avril*, Paris, Fayard, 1960, 318 p., p.54.

<sup>11</sup> *Ibid.* p. 56.

## **1.2 Des gouvernements français et britanniques qui se recomposent pour le « grand coup »**

Les gouvernements français et britanniques sont conscients de la nécessité de reprendre l'initiative et de se remettre en ordre de marche pour poursuivre la guerre. Il s'agit autant de mettre un terme à une ambiance défaitiste que de s'engager pleinement, autant humainement que matériellement, dans l'effort de guerre. Pour le Président Poincaré, la seule issue acceptable ne doit être que la victoire totale.

Au niveau stratégique interallié, les commandants en chef des armées alliées se réunissent sous la présidence de Joffre à Chantilly les 15 et 16 novembre 1916 afin de s'accorder sur la nécessité de conduire des offensives simultanées sur les trois fronts : le front franco-britannique, le front russe et le front italien. A la différence de la conférence de décembre 1915, s'accordant également sur la nécessité d'offensives simultanées, cette fois-ci, tous les commandants en chef y participent. Leur présence souligne leur volonté et l'intérêt qu'ils portent à cette conférence. C'est ainsi que sous l'impulsion de Joffre le principe de simultanéité des offensives est validé, celle sur le front occidental devant débiter au plus tôt courant février 1917, concomitamment à celles sur les fronts russe et italien<sup>12</sup>.

Sur le plan politique, Poincaré croît encore à la victoire décisive, victoire dont il a besoin tant sur le plan de la politique extérieure que de la politique intérieure. Il doit veiller à préserver la cohésion des Alliés sachant que les initiatives de paix séparée se multiplient<sup>13</sup>. Dès le printemps 1915, l'Allemagne tente à trois reprises d'établir un canal de négociation avec la Russie, mais le Tsar Nicolas II refuse<sup>14</sup>. Le 12 décembre 1916, l'offre de paix austro-hongroise est rejetée par la France alors que le Président Wilson propose dans une note en date du 18 décembre une médiation à tous les belligérants, leur demandant de préciser leurs ambitions pour en étudier les points de consensus possibles. Au Royaume-Uni, les hommes politiques sont divisés alors que le Premier ministre Asquith, déjà fragilisé par la défaite des Dardanelles, émet des hypothèses de paix séparée<sup>15</sup>. Poincaré sait également devoir être en position de force vis-à-vis des Alliés et plus particulièrement des Etats-Unis et du Royaume-

---

<sup>12</sup> HELLOT (Général), *Histoire de la guerre mondiale : le commandement des généraux Nivelle et Pétain 1917*, Paris, Payot, 1936, 316 p., p.36.

<sup>13</sup> SOUTOU Georges-Henri (Professeur), *La grande illusion, quand la France perdait la paix, 1914 - 1920*, Paris, Tallandier, 2015, 376 p., p.177.

<sup>14</sup> *Ibid.* p.71.

<sup>15</sup> *Ibid.* p.177.

Uni le jour de la victoire pour négocier les gains territoriaux et les garanties que la France ambitionne. Enfin, sur le plan intérieur, le consensus d'obtenir une victoire totale est fragile et Poincaré doit renforcer une Union sacrée qu'il a lui-même appelé de ses vœux en 1914.

Les buts de guerre ont pour objectifs de réaffirmer l'ambition de la France sur le plan extérieur et de constituer la pierre angulaire de l'effort national sur le plan intérieur. Les difficultés de répondre à ce double impératif se concrétisent lorsque l'on étudie plus en profondeur le processus d'élaboration politique des buts de guerre français ainsi que leurs contenus. Les Français poursuivent durant toute la guerre des buts de guerre qui vont au-delà de la simple reconquête de l'Alsace-Lorraine, bien que le fait de se restreindre à cette seule ambition soit défendu par une minorité de la classe politique et notamment socialiste<sup>16</sup>. Il existe une certaine convergence de vue avec les Britanniques sur ces buts de guerre : impératif de rétablir l'intégrité territoriale des Etats en Europe de l'Ouest, affaiblir l'influence de l'Allemagne au Moyen-Orient et la priver d'un débouché maritime. En revanche, les Britanniques sont plus sceptiques quant à l'affaiblissement de l'influence allemande en Europe centrale<sup>17</sup>.

A la fin de l'année 1916, Poincaré juge que les buts de guerre ne sont pas clairement définis et ne permettent pas de défendre les ambitions politiques françaises. Le 7 octobre 1916, il est à l'initiative d'une réunion informelle à l'Élysée dans le but de prendre les devants vis-à-vis de Briand qu'il juge trop attentiste à ce sujet<sup>18</sup>. Au cours de cette réunion, Dubost, président du Sénat, et Deschanel, président de la Chambre, défendent une ligne dure dont le but n'est pas uniquement de briser l'armée allemande mais également de briser l'unité du Reich par l'annexion pure et simple des rives gauche du Rhin. Le ministre Bourgeois défend une ligne plus consensuelle demandant uniquement une occupation prolongée sans notion d'annexion. Devant Briand, Poincaré et le ministre Freycinet choisissent le compromis en défendant le terme de « garanties nécessaires » pour ne pas avoir à choisir entre les deux courants, tout en s'entendant sur la nécessité de convaincre les Alliés que les questions de l'annexion ou de l'occupation des rives gauches du Rhin ne doit relever que de la seule décision française.

---

<sup>16</sup> *Ibid.* p. 89.

<sup>17</sup> *Ibid.* p. 92.

<sup>18</sup> *Ibid.* p. 110.

Malgré ce consensus, deux notes différentes sont rédigées à la suite de cette réunion informelle. La note du 4 novembre, éditée par Jules Cambon, reprend les conclusions de la réunion à l'Élysée. Au-delà de la réintégration de l'Alsace-Lorraine, cette note mentionne des « garanties nécessaires » pour caractériser l'ambition française, sans parler plus précisément d'annexion ou de conquête. Une deuxième note, éditée probablement par Berthelot et Margerie le 6 novembre<sup>19</sup>, est plus ambitieuse en réclamant l'annexion d'une partie du Palatinat et la création de protectorats belges et français sur les rives gauche du Rhin<sup>20</sup>. A travers ces deux notes, deux visions politiques s'opposent, révélant une divergence au sein de la classe politique française ; une première vision cherchant à préserver le « Concert européen » et une deuxième vision ambitionnant l'éclatement de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie<sup>21</sup>.

Finalement, c'est la première note, celle du 4 novembre, qui est reprise dans le programme présenté aux Alliés le 12 janvier 1915. Celle-ci permet d'afficher un point d'équilibre illustrant une ambition mesurée des Français au regard de la situation militaire décevante et d'une classe politique divisée. Poincaré représente alors le « dénominateur commun » entre but de guerre et bataille décisive. La victoire lui est en effet impérative pour légitimer son ambition politique.

Alors que la France tente de mieux définir ses ambitions politiques, les gouvernements français et britanniques se réorganisent structurellement afin de donner corps à la nouvelle dynamique politique et militaire qu'ils souhaitent incarner. Ils adoptent ainsi une organisation en miroir facilitant par là-même une nécessaire coordination. Briand, président du conseil depuis octobre 1915, constitue un deuxième gouvernement en écartant les socialistes et nommant Lyautey, alors résident général de France au Maroc, comme ministre de la Guerre le 13 décembre 1916. Mais ce dernier doit faire face à de profondes désillusions quant à la réelle liberté de manœuvre dont il dispose et perd, notamment, une partie de ses prérogatives suite à la création d'un comité de guerre, dont Joffre devient le conseiller<sup>22</sup>. Le 10 décembre 1916, le gouvernement britannique se met également en ordre de bataille en nommant Lloyd George comme Premier ministre, en remplacement d'Asquith, et en se dotant d'un « *war cabinet* »

---

<sup>19</sup> *Ibid.* p.118.

<sup>20</sup> Cf annexe 1.

<sup>21</sup> SOUTOU Georges-Henri (Professeur), *La grande illusion, quand la France perdait la paix, 1914 - 1920*, Paris, Tallandier, 2015, 376 p., p.119.

<sup>22</sup> RATINAUD Jean, *1917 ou la tragédie d'avril*, Paris, Fayard, 1960, 318 p., p.29.

constitué de cinq membres, dont Lloyd George, censé impulser une vision dynamique de la conduite de la guerre.

Les gouvernements français et britanniques se sont réorganisés pour insuffler une nouvelle dynamique à la conduite de la guerre sur le front occidental tout en s'accordant avec les autres Alliés sur les priorités militaires de l'année 1917. Si le Président Poincaré a su donner corps à son ambition politique en s'immiscant sciemment dans l'élaboration des buts de guerre, quel chef militaire pour l'incarner et la servir ?

### **1.3 Nomination de Nivelle : une conduite dynamique de la guerre**

Cette volonté de changement doit se concrétiser dans la nomination d'un nouveau général en chef. Joffre est le symbole d'un système révolu dont on ne veut plus. Le gouvernement cherche un chef dynamique et docile, c'est-à-dire résolument républicain, apte à incarner cette volonté de mouvement et d'esprit offensif désirés.

Les premiers choix se portent sur Castelnau, Foch, Sarrail et Nivelle. Pétain est d'emblée écarté, ne bénéficiant pas d'un soutien politique suffisant hormis de celui de Painlevé. Castelnau, au-delà des reproches qui lui sont faits sur ses idées politiques et religieuses, ne semble pas prêt au « grand coup ». Foch serait trop fatigué et trop proche de l'église catholique, tandis que l'on reproche à Sarrail ses liens avec les milieux francs-maçons.

Nivelle semble alors être un choix par défaut bien qu'il bénéficie de l'appui intéressé de Joffre. A ce moment, ce dernier n'est pas encore « hors course » et pense pouvoir « guider » le nouveau général en chef. Partageant le même sens opérativo-tactique quant à la nécessité d'une reprise de l'offensive, Joffre espère faire survivre son ambition militaire à son éviction en poursuivant son action par l'intermédiaire de Nivelle. De plus, ce dernier est auréolé de gloire suite à ses victoires à Verdun. Il a interrompu les assauts allemands entre juin et juillet 1916, avant de reconquérir le terrain perdu à l'automne en s'emparant, notamment, du fort de Douaumont en octobre. Il croît au « grand coup » et incarne la jeunesse – il est quatre ans plus jeune que Joffre, colonel en décembre 1913, il est général de division en décembre 1915 – et le dynamisme. Il défend une approche stratégique, permettant de dépasser, selon lui, une vision tactique étriquée, dépassée et responsable de l'immobilité du front. Il insiste sur la nécessité de cultiver le triptyque : élan, manœuvre, volonté. Tout en rappelant que selon lui, le

plus difficile n'est pas la percée du front mais son exploitation : « *le temps des coups de boutoir est passé (...) ils font de la tactique, pas de la stratégie (...) toute la difficulté réside dans l'exploitation. Voilà ce qu'il faut préparer.* »<sup>23</sup>

Ses subordonnés apprécient sa vision dynamique. Il ne cesse de les pousser à bâtir des opérations basées sur la manœuvre, la surprise et la violence. Ils ont confiance en lui et pensent qu'il possède le secret de la victoire. Ils le surnomment « El Unico »<sup>24</sup>. Révélateur de cette aura, il faut noter l'importance de la greffe entre Nivelles et le GQG après sa nomination comme général en chef. Et plus particulièrement avec le 3<sup>ème</sup> bureau, aux ordres du LCL Renouard, dont la mission est de mettre en œuvre les intentions du chef. Considéré comme une niche de brevetés, ce bureau a la réputation de regrouper des officiers « aristocrates », négligeant les renseignements du 2<sup>ème</sup> bureau, et vouant une confiance et une admiration totale au chef. En contrepartie, Nivelles leur accorde toute son estime<sup>25</sup>. Ils forment un clan uni.

Comment expliquer que Nivelles ait une telle confiance en lui, au point de la diffuser à la fois à ses subordonnés et aux responsables politiques ? En réalité, fort de son expérience et des succès, il les rassure. Il leur donne l'espoir de parvenir à la bataille décisive. Figure de proue de « l'école de Verdun »<sup>26</sup>, il défend un « esprit nouveau » après ses succès tactiques accumulés lors des offensives conduites à Verdun. Les attaques du 24 octobre et du 15 décembre 1916 ont permis de s'emparer des premières lignes allemandes grâce à une coordination fine des armes et plus particulièrement de l'artillerie, dont les feux roulants ont permis de préparer et d'accompagner les assauts de l'infanterie. Nivelles pense pouvoir développer cette tactique à une plus grande échelle. Il est ainsi particulièrement confiant quant à sa capacité à percer le front. De plus, en tant que polytechnicien, Nivelles croit à la supériorité technique apportée par les innovations en cours de développement dans l'armement. Des armes collectives d'infanterie, des canons lourds à cadence rapide et des chars d'assaut sont en cours de développement et doivent permettre aux troupes françaises de prendre l'ascendant technique donc, selon lui, tactique. Si le rapport à la technicité est différent suivant les individus, fin 1916, les grands chefs militaires sont tentés d'accorder une confiance importante aux armes supposées miracles, et plus particulièrement les chefs

---

<sup>23</sup> *Ibid.* p. 111.

<sup>24</sup> *Ibid.* p. 72.

<sup>25</sup> *Ibid.* p. 104.

<sup>26</sup> GOYA Michel (lieutenant-colonel), *le processus d'évolution tactique de l'armée française de 1871 à 1918*, Thèse, Université de la Sorbonne – Paris IV, 2008, 552 p., p. 348.

polytechniciens dont le tropisme scientifique est plus développé. Ainsi, bien que Nivelle et Joffre soient de deux écoles de pensées différentes, ils croient tous deux en l'apport fondamental d'une artillerie à tracteurs plus puissante et en la capacité des tanks d'étendre l'exploitation une fois les premières lignes enlevées<sup>27</sup>.

Nivelle jouit donc d'une aura importante, et sait pouvoir compter sur de nombreux soutiens, surtout d'hommes politiques, tels que le ministre de l'Intérieur Malvy, du député Maginot ou du général Bourgeois. Mais ce sont surtout le Président de la République Poincaré et le président du Conseil Briand qui lui accordent leurs plus grandes confiances, tant ils souhaitent voir en lui la promesse d'une victoire décisive. Nivelle commande la II<sup>ème</sup> armée lorsqu'il est appelé le 12 décembre par Briand pour remplacer Joffre. Ce remplacement sera effectif le 25 décembre 1916.

*A contrario*, Lyautey ne semble pas satisfait de ce choix. Alors qu'il vient d'être désigné ministre de la Guerre dans le nouveau gouvernement Briand, il n'a pu s'exprimer sur sa nomination. Quant à Pétain et Painlevé, ils ne partagent ni son optimisme ni sa vision tactique et stratégique. Painlevé refuse même de participer au gouvernement Briand pour marquer sa désapprobation vis-à-vis de la nomination de Nivelle. Cette rivalité ne sera que plus prégnante une fois le gouvernement Briand renversé et Painlevé nommé ministre de la Guerre dans le gouvernement Ribot. Fin manœuvrier, l'habileté de Nivelle réside dans son positionnement résolument républicain afin de ne pas se laisser contraindre par les jeux politiques. Concédant la primauté du politique sur la conduite de la guerre, il exige d'avoir en retour une totale liberté d'action dans son exécution, sauf à être remplacé si le décideur politique n'avait plus confiance en lui.

Ses soutiens en France sont nombreux et, de surcroît, il plaît au Premier ministre britannique Lloyd George, nouvellement nommé. Protestant et anglophone par sa mère, Nivelle entretient avec le Premier ministre une relation de confiance. Cette relation est d'autant plus forte qu'en parallèle Lloyd George n'apprécie guère le maréchal Haig, commandant le corps expéditionnaire britannique en France. Il doit pour autant s'en satisfaire car Haig, proche du roi Georges V, est régulièrement reçu en audience à Buckingham lors de ses passages à Londres. De plus, sa femme est dame de compagnie de la reine Mary. En

---

<sup>27</sup> *Ibid.* p. 360.

réalité, Haig est plus proche de Pétain. Il préfère les efforts limités et méthodiques plutôt que les offensives à grande échelle.

\* \*

La situation militaire sur le front occidental, caractérisée par l'immobilisme tactique à la fin de l'année 1916, met un frein à l'optimisme qui régnait dans les deux camps au début de cette même année. Cette situation génère des conséquences qui vont au-delà du champ *stricto sensu* militaire puisqu'elle oblige les Nations à s'investir pleinement – politiquement, socialement, économiquement – dans la guerre et met un terme définitif à l'illusion longtemps entretenue d'une victoire rapide.

L'Etat français, sous l'impulsion du Président Poincaré, se réorganise pour se mettre en ordre de marche malgré ses facteurs de fragilités. En effet, socialement, il est nécessaire de combattre une vague pacifiste voire défaitiste à la fois au sein des Chambres et dans la société civile, au risque de voir se fissurer une cohésion nationale indispensable. Politiquement, Poincaré doit préserver l'Union sacrée des partis et consolider le poids de la France sur la scène internationale en énonçant clairement quelles sont ses ambitions en cas de victoire. En faisant le choix d'un consensus mou sur cette question, on laisse la porte ouverte au champ des possibles tout en exigeant des Alliés une liberté d'action pour réorganiser l'Europe occidentale. Cette demi-mesure illustre des différences majeures d'ambition politique. Enfin, militairement, il s'agit de donner corps à une nouvelle ambition nationale alors que la conférence de Chantilly renouvelle de la part des Alliés une volonté d'efforts communs. Nivelle est chargé d'incarner ce renouveau militaire bien qu'il ne fasse pas l'unanimité.

## 2 Plan Nivelle : de la confiance à l'obstination

### 2.1 Nivelle s'impose comme généralissime

Le plan imaginé par Joffre consistait à conduire une offensive principale dans la région de la Somme et de l'Oise tout en s'appuyant sur deux manœuvres de diversion, l'une à la charge des Anglais dans la région d'Arras et l'autre par les Français entre Craonne et Reims. Après de multiples réflexions avec, entre autres, son troisième bureau, Nivelle modifie sans surprise le plan initial et décide de faire porter l'effort dans la région de l'Aisne. Ce sera le Chemin des Dames<sup>28</sup>.

Dans ses instructions tactiques du 29 janvier 1917, Nivelle réclame une offensive violente, brutale et rapide. Il s'agit pour lui d'aller jusqu'au bout « *sans mesure* ». Si la vitesse constitue un facteur de succès c'est pour mieux exploiter la rupture sans attendre. Cette exigence constitue d'autant un impératif pour Nivelle qu'il l'explicite clairement dans les deux premiers points de ses instructions :

*1. J'insiste sur le caractère de violence, de brutalité et de rapidité que doit revêtir votre offensive, et en particulier sur l'acte de rupture visant du premier coup la conquête des positions de l'ennemi et de toute la zone occupée par son artillerie. (...)*

*2. L'exploitation tactique suivra la rupture sans arrêt. J'attache à cette idée une telle importance que je n'hésite pas à l'affirmer une fois de plus et que je vous prie de veiller attentivement à ce qu'elle se traduise avec force dans les ordres définitifs à établir.<sup>29</sup>*

Joffre et Nivelle se démarquent par des principes tactiques différents. Joffre défend une attaque sur un front large pour éviter une concentration des feux ennemis tout en réduisant le temps entre les attaques successives appuyées par une artillerie poussée au plus près du front<sup>30</sup>. Nivelle prône au contraire une concentration des efforts avec l'enchaînement de trois temps les plus proches possibles, à savoir : une rupture du front en 24 ou 48 heures, une exploitation latérale afin de détruire l'artillerie ennemie et de couper les lignes de communications, enfin une exploitation en avant pour occuper le terrain libre. Cette vision tactique permet selon Nivelle de transformer une percée tactique en une exploitation

---

<sup>28</sup> cf annexe n°2.

<sup>29</sup> RATINAUD Jean, *1917 ou la tragédie d'avril*, Paris, Fayard, 1960, 318 p., p. 113 à 116.

<sup>30</sup> HELLOT (Général), *Histoire de la guerre mondiale : le commandement des généraux Nivelle et Pétain 1917*, Paris, Payot, 1936, 316 p., p. 39.

stratégique. C'est par cette vision « tactico-stratégique » de la bataille que Nivelle entend remplir la mission qui lui est confiée et répondre aux ambitions politiques. Ambitions dont il connaît parfaitement la teneur puisque dans son plan d'opérations pour 1917, en date du 25 janvier, il conçoit son offensive comme étant au service direct des buts de guerre en ambitionnant une « *réoccupation en force du pays envahis (...) [ainsi qu'une] mainmise sur les territoires allemands* »<sup>31</sup>. Il existe une connexion logique et directe entre les buts de guerre français ambitieux définis par les décideurs politiques et une offensive tout aussi ambitieuse incarnée par Nivelle.

Sur le plan intérieur, Nivelle parvient à s'imposer comme généralissime malgré des défiances notamment de certains chefs militaires. A noter que devant Verdun, fin 1916, Nivelle succède à Pétain comme commandement de la II<sup>ème</sup> armée et que Pétain est, à cette période, son supérieur. Quelques semaines plus tard, l'ordre hiérarchique est inversé. Même si cela n'est pas rare au cours de la guerre, il permet d'appréhender l'amertume que Pétain peut avoir envers Nivelle. D'autant plus que Pétain, alors commandant le groupe d'armées Centre à qui incombe donc l'offensive principale, affiche d'emblée son total désaccord quant à la manœuvre tactique. Plus qu'une différence d'appréciation de situation, c'est une différence d'approche tactique et stratégique qui les oppose<sup>32</sup>. Si Nivelle réclame de l'audace, de la fougue et de l'élan, Pétain est beaucoup plus prudent, calculateur et méthodique. Il conteste la zone d'effort choisie et doute que la surprise puisse être obtenue.

Quant à Lyautey, déjà farouchement opposé à la nomination de Nivelle sur laquelle il n'a pu se prononcer, il ne croît pas non plus au plan. Il contourne sciemment Nivelle en convoquant le 17 février l'un de ses subordonnés, le LCL Renouard, chef du 3<sup>ème</sup> bureau, pour se le faire présenter. La confession de Renouard est sans appel et pourrait selon l'imaginaire d'André Maurois ressembler à ceci :

*- Renouard, je te demande de me répondre. Je ne suis plus le ministre de la Guerre. Tu n'es plus le colonel Renouard. Nous sommes deux Français, face à face, et il s'agit du salut de la France. Qu'est ce que tu penses, toi, du plan que tu m'apportes ? (...)*

*- Mon général, dit-il, je pense comme vous. C'est fou !<sup>33</sup>*

---

<sup>31</sup> SOUTOU Georges-Henri (Professeur), *La grande illusion, quand la France perdait la paix, 1914 - 1920*, Paris, Tallandier, 2015, 376 p., p.129.

<sup>32</sup> RATINAUD Jean, *1917 ou la tragédie d'avril*, Paris, Fayard, 1960, 318 p., p. 121.

<sup>33</sup> MAUROIS André, *Lyautey*, Paris, Plon, 1964 (1931), 250 p., p. 151.

Mais Lyautey, malgré l'intime conviction que l'on court à la catastrophe, ne parvient pas à convaincre de la nécessité de changer de commandant en chef tant l'opposition des politiques et notamment de Briand est importante. On ne souhaite pas désavouer le symbole du renouveau, le chef militaire sensé incarner une nouvelle dynamique au service des ambitions de la France, et ce au risque de fragiliser le moral de la troupe et de la population. *De facto*, le politique a déjà trop investi sur Nivelles, il ne peut plus faire marche arrière.

Enfin, Nivelles confirme définitivement sa nomination en convaincant, après le gouvernement français, le gouvernement britannique d'accepter son plan. Lors de la conférence de Londres, du 15 au 16 janvier 1917, le Premier ministre Lloyd George accepte, outre sa manœuvre d'ensemble et son ambition stratégique, le principe de relever les troupes françaises sur une partie du front de la Somme. De surcroît, la conférence de Calais du 26 février trace les prémices, sur l'impulsion du Premier ministre anglais qui n'apprécie pas le commandant en chef britannique, d'un commandement unique en plaçant Haig sous le « contrôle opérationnel »<sup>34</sup> de Nivelles. Mais cette « mise sous l'autorité » française des troupes britanniques ne constitue pas un blanc seing. Haig rappelle que la libération de la côte belge – de nature à desserrer l'étau du blocus maritime allemand – est un impératif stratégique et que l'armée britannique ne remplira son engagement qu'à la condition que les Français fassent de même. Les conférences de Londres et de Calais laissent ainsi la porte ouverte au retrait des troupes britanniques en cas d'échec de l'offensive principale.<sup>35</sup>

Enfin, sujet permanent d'inquiétude pour Nivelles, la conférence de Londres et celle de Petrograd, également appelée conférence interalliée militaire, du 1<sup>er</sup> février, renouvellent le principe de simultanéité des offensives majeures afin de concentrer les efforts offensifs contre l'ennemi. Le besoin de réorganisation des troupes alliées sur le front Ouest impose de retarder la date de l'offensive aux environs du 1<sup>er</sup> avril – Joffre prévoyait d'attaquer en février 1917 – permettant *in fine* de s'aligner sur l'offensive majeure russe qui n'aurait pu avoir lieu avant début mai. La concordance planifiée des efforts est réalisée.

---

<sup>34</sup> La notion de « contrôle opérationnel » usuelle aujourd'hui n'existe pas à l'époque, mais dans les faits, la déclaration de la Convention de Calais – cf annexe n°5 – pose les bases d'un commandement de théâtre unique.

<sup>35</sup> HELLOT (Général), *Histoire de la guerre mondiale : le commandement des généraux Nivelles et Pétain 1917*, Paris, Payot, 1936, 316 p., p. 52.

## **2.2 Opération Alberich : l'entêtement de Nivelles**

Bien que Nivelles se soit imposé comme généralissime par son expérience passée, sa force de persuasion comme son optimisme rassurant, il ne commet pas moins l'erreur de s'entêter. Un entêtement qui le conduit à nier l'évidence et à ne pas percevoir les signes annonciateurs d'un changement défensif majeur allemand.

Nivelles néglige l'impact tactique décisif de la nouvelle organisation défensive allemande. Celle-ci s'appuie sur une ligne de front raccourcie après le repli du saillant de Roye. C'est l'opération Alberich. Cette nouvelle ligne de front principale est constituée de cinq lignes parallèles sur une profondeur de sept à dix kilomètres, les deux premières sont destinées à briser et désorganiser l'attaque ennemie, les trois suivantes constituent les lignes de défense principale. Enfin, en arrière, se trouvent l'artillerie et les réserves à l'abri des coups et des vues ennemis. Toutes ces positions sont reliées par un réseau efficace de tranchées et de tunnels permettant de manœuvrer et de basculer rapidement les forces<sup>36</sup>. Le but allemand est d'échanger du terrain en l'abandonnant à l'ennemi pour économiser des moyens et ainsi se donner la capacité à concentrer les efforts. Or Nivelles ne croit pas à cet abandon. Alors que les Britanniques et le GAN aux ordres de Franchet d'Espèrey perçoivent dès fin février les signes d'un retrait, l'état-major n'y voit pas d'emblé une manœuvre d'ampleur. Comment est-il possible d'abandonner sciemment plusieurs kilomètres de front alors que l'on se bat depuis trois ans pour quelques centaines de mètres ? Rappelons que l'objectif allemand est de tenir à l'Ouest en attendant l'effondrement militaire de la Russie autorisant une bascule d'effort de l'Est. Comptabilisant sur le front Ouest environ 100 divisions françaises, 60 anglaises contre un peu plus de 200 divisions allemandes, il est numériquement possible pour les Allemands de tenir.

Ce retrait est préparé et conduit méthodiquement. Les Allemands se retirent au gré de l'avancée des Alliés et de leur artillerie, prenant soin de détruire et piéger de nombreux obstacles afin d'entraver leur liberté de mouvement. Les Alliés ne sauront pas exploiter ce repli et la progression de leurs troupes sera jugée trop lente. Le commandement appelait à la prudence, craignant des contre-attaques « *après nous avoir entraînés hors de nos positions*

---

<sup>36</sup> GOYA Michel (lieutenant-colonel), *le processus d'évolution tactique de l'armée française de 1871 à 1918*, Thèse, Université de la Sorbonne – Paris IV, 2008, 552 p., p. 353.

*fortifiées* » *dixit* Nivelle<sup>37</sup>. De plus, les troupes n'étaient plus suffisamment instruites, ni entraînées pour combattre en terrain libre.

Au final et malgré une exploitation opportune de ce repli par des actions de propagande, Nivelle fait preuve d'un déni de réalité alors que le gouvernement et les états-majors – dont son troisième bureau – comprennent que l'effet de surprise d'une offensive majeure n'est plus garanti et que les attaques de diversion planifiées entre Arras et l'Oise, à la charge des Britanniques et du GAN, vont tomber dans le vide<sup>38</sup>. Il reste principalement préoccupé par la date de l'offensive qu'il refuse de voir sans cesse reportée.

Cette obstination, qui est sans doute la plus grave erreur d'appréciation de Nivelle, à poursuivre coûte que coûte l'offensive<sup>39</sup> a plusieurs conséquences, dont certaines vont bien au-delà du cadre *stricto-sensu* militaire.

Premièrement, des tensions interalliées. Haig estime que le plan doit être revu au regard de ce retrait d'ampleur et en informe le *War Committee* sans en référer au préalable à Nivelle. La conférence de Londres du 12 mars confirme le plan initial et conforte le principe d'un commandement unique en rappelant la subordination de Haig vis-à-vis de Nivelle. Révélateur de la tension entre les deux hommes, le général britannique ajoute à la déclaration censée réaffirmer ce principe de commandement unique : « *l'armée britannique et son commandant en chef seront considérés par le général Nivelle comme des alliés et non comme des subordonnés* ». *Post-scriptum* auquel répond Nivelle en insistant sur le fait que lui attribuer une telle attitude « *serait faire preuve à la fois d'une mesquine conception de [leur] loyale collaboration et d'une bien mauvaise éducation* ». <sup>40</sup> Cette tension révèle un manque d'autorité morale de Nivelle vis-à-vis de Haig.

Deuxièmement, scepticisme quant à la viabilité du plan. Estimant le 22 mars que « *la situation générale est considérablement changée* »<sup>41</sup>, le général Micheler – commandant le groupe d'armées de réserve – ne partage pas l'optimisme de Nivelle. Il demande une attaque massive des Britanniques et du GAN, bien avant celle du GAR, pour attirer la masse de manœuvre allemande et se garantir une chance de succès. Mais ceci conduirait à retarder la

---

<sup>37</sup> HELLOT (Général), *Histoire de la guerre mondiale : le commandement des généraux Nivelle et Pétain 1917*, Paris, Payot, 1936, 316 p., p. 77.

<sup>38</sup> RATINAUD Jean, *1917 ou la tragédie d'avril*, Paris, Fayard, 1960, 318 p., p. 144.

<sup>39</sup> Cf annexe 8 et 9.

<sup>40</sup> HELLOT (Général), *Histoire de la guerre mondiale : le commandement des généraux Nivelle et Pétain 1917*, Paris, Payot, 1936, 316 p., p. 89-90.

<sup>41</sup> *Ibid.* p. 91.

phase d'effort. Nivelle s'y oppose craignant un nouveau retard de l'offensive. De son côté, Micheler, confronté au manque d'écoute de son chef, fait part de ses doutes en échangeant régulièrement avec le président du Sénat, Antonin Dubost<sup>42</sup>. Il espère ainsi faire bouger les lignes et contraindre indirectement le commandant en chef.

Troisièmement, crise ministérielle. Les hommes politiques commencent à douter. De retour de la conférence de Londres durant laquelle il ne fait aucune objection, Lyautey, n'ayant su convaincre le Parlement démissionne, entraînant avec lui la chute du gouvernement Briand<sup>43</sup>. Ribot est chargé de constituer un nouveau gouvernement et nomme Painlevé comme ministre de la Guerre. Les relations deviennent difficiles entre le commandant en chef et les décideurs politiques alors que ces derniers sont de plus en plus mis en garde par certains députés et chefs militaires quant à la viabilité du plan. Le gouvernement n'hésite plus, malgré des discours apaisants, à s'impliquer de plus en plus et à contourner le général en chef pour s'enquérir de la situation au plus près du front.

Conséquence d'une perte de confiance et révélateur d'une intrusion croissante du politique dans les affaires militaires, un conseil de guerre est décidé le 6 avril à Compiègne<sup>44</sup>. Interrogé lors du conseil, Nivelle ne veut pas reporter l'offensive. Pour lui, l'engagement des Américains serait trop tardif et les Allemands auraient tout loisir d'écraser les Russes à l'Est pour se garantir la capacité à déplacer, à leur guise, leur masse de manœuvre – constituée de 43 divisions – en arrière du front Ouest. Interrogés à leurs tours, les généraux des groupes d'armées sont tous d'accord de la nécessité d'une offensive bien qu'il ne faille pas en espérer de trop grandes conquêtes. Ils rappellent également l'engagement de la France auprès des Britanniques qui sont à quelques jours de leur propre offensive. S'agissant de ne pas laisser seuls, l'offensive est confirmée.

Si Nivelle commet des erreurs tactiques, sa plus grande faute réside dans son entêtement à nier l'évidence d'un repli majeur des Allemands. Alors que le doute s'installe, le conseil de guerre du 6 avril à Compiègne – sur l'initiative de Poincaré désirant garder la main en confortant Nivelle à son poste – n'ose rien remettre en question. Tous les acteurs ont à cœur de préserver les institutions et de ménager la coalition. En fin politique, Nivelle sait que sa

---

<sup>42</sup> Micheler prend toute la mesure du changement de situation tactique lié à la manœuvre allemande. Il se veut plus prudent en soulignant l'importance de l'appui de l'artillerie, prudence que condamne immédiatement Nivelle, craignant que cette vision ne corrompt le facteur clé de succès : la vitesse – cf annexe n°6,7 & 8.

<sup>43</sup> *Ibid.* p. 95.

<sup>44</sup> *Ibid.* p. 97.

démission sera refusée et se voit conforté dans son poste. Enfin, et contre toute logique apparente, les généraux de Nivelles demeurent fidèles en ne s'opposant pas frontalement au commandant en chef. Intrinsèquement, la hiérarchie militaire n'habituait pas à la contestation, ni à la négociation. Le général de Castelnau rappelle même que « *l'emploi des forces est essentiellement du domaine du général en chef, sans qu'il soit possible au gouvernement d'intervenir dans la conduite d'une opération décidée.* »<sup>45</sup>

### **2.3 Une offensive vaine affaiblissant durablement le potentiel humain**

Au-delà de l'entêtement coupable de Nivelles à ne rien modifier au plan malgré les signes du repli allemand, l'échec de l'offensive se situe également au niveau militaro-tactique, aussi bien lors de sa planification, que lors de son exécution.

Ainsi, la première erreur de Nivelles consiste à croire que la « recette » de sa victoire à Verdun est facilement transposable. Or, si celle-ci est acquise par l'engagement d'un corps d'armée français contre le volume d'une armée usée et n'ayant jamais percée, il souhaite appliquer la même méthode à une échelle plus grande en engageant un groupe d'armées contre un même groupe d'armées, lui-même solidement installé en défensive. Son assurance et sa confiance sont en outre confortées par un tandem renouvelé, celui qu'il forme avec le général Mangin. Sous les ordres de Nivelles à Verdun, Mangin commande début 1917 la VI<sup>ème</sup> armée et, bien qu'il soit sous les ordres directs de Micheler, il entretient des relations étroites – révélatrice de confiance et d'estime – avec Nivelles. Bénéficiant de l'effort lors de l'offensive, Mangin rassurera en permanence ce dernier quant à sa capacité à percer le front ennemi en renouvelant la tactique de Verdun, c'est-à-dire en croyant obstinément aux vertus de courage et de volonté<sup>46</sup>.

La deuxième erreur de Nivelles est de ne pas avoir respecté les critères de succès qu'il a lui-même définis, à savoir : surprise, effort sur le point faible du dispositif défensif ennemi et conditions météorologiques favorables permettant les réglages d'artillerie<sup>47</sup>. L'offensive débute le 9 avril par les attaques de diversion menées par les Britanniques. Haig remplit en partie les objectifs et parvient à immobiliser sept divisions et en attire huit autres. Le GAN, aux ordres de Franchet d'Espèrey, débute son offensive le 13 avril pour s'arrêter le 14

---

<sup>45</sup> *Ibid.* p. 98.

<sup>46</sup> RATINAUD Jean, *1917 ou la tragédie d'avril*, Paris, Fayard, 1960, 318 p., p. 170.

<sup>47</sup> HELLOT (Général), *Histoire de la guerre mondiale : le commandement des généraux Nivelles et Pétain 1917*, Paris, Payot, 1936, 316 p., p. 42.

sans obtenir de résultats majeurs et surtout sans avoir percé le dispositif défensif ennemi. Ainsi, lorsque débute l'offensive principale le 16 avril, les attaques de diversion sont terminées sans avoir réellement affaibli la capacité de manœuvre allemande<sup>48</sup>. De surcroît, la zone d'action du GAR, en charge de l'effort principal et aux ordres de Micheler, est caractérisée par un terrain accidenté et disposant de peu de routes pour permettre à l'artillerie d'appuyer au plus près l'infanterie. Les nouvelles positions défensives allemandes sont particulièrement bien préparées, notamment dans la région du Chemin des Dames. Surtout, l'opération Alberich a conduit à la disparition du saillant de Roye, et alors que le plan initial visait à conduire l'offensive principale dans la région de Laon, c'est-à-dire sur les arrières des lignes allemandes, l'attaque porte désormais sur les défenses principales de l'ennemi<sup>49</sup>. Ainsi, le soir même de l'offensive, ni la V<sup>ème</sup> armée aux ordres de Mazel, ni la VI<sup>ème</sup> armée aux ordres de Mangin, ne parviennent à percer les lignes ennemies. Au final, les armées françaises attaquent du fort au fort. L'échec est assuré.

Malgré l'engagement pris d'arrêter de l'offensive en cas d'échec lors du conseil de guerre de Compiègne le 6 avril et voué à rassurer tant le politique que le militaire, Nivelle s'entête à poursuivre l'attaque au delà du délai raisonnable malgré un front fixé. Le GQG accuse le commandement subalterne de ne pas avoir su préparer l'offensive et parer aux méthodes défensives de Ludendorff. On en vient à rejeter la faute sur les soldats en les comparant à ceux plus valeureux de la victoire de la Somme. Nivelle, convaincu de sa capacité à pouvoir percer à condition de faire preuve de volonté et d'hardiesse, réoriente la manœuvre le soir du 16 avril en ordonnant à la IV<sup>ème</sup> armée du général Anthoine, aux ordres de Pétain commandant le GAC, de pousser l'effort dans son secteur. En réalité, il fait endosser à celle-ci la responsabilité du succès de la manœuvre du GAR. Révélateur du désaccord profond et persistant entre Nivelle et Pétain, même en pleine bataille, l'échange « supposé » de ce dernier avec le général Anthoine commentant les directives reçues de Nivelle<sup>50</sup> :

*« Si j'ai bien compris les intentions de Nivelle, réplique Anthoine, il s'agit d'enlever d'un seul élan toute la position ennemie.*

*Vous avez très bien compris, dit Pétain, et son regard bleu se teinte d'ironie, mais vous n'êtes pas forcé de paraître trop intelligent ! »*

---

<sup>48</sup> RATINAUD Jean, *1917 ou la tragédie d'avril*, Paris, Fayard, 1960, 318 p., p. 189.

<sup>49</sup> Cf annexe 2.

<sup>50</sup> *Ibid.* p. 245.

Malgré l'échec initial et prétextant l'impératif de ne pas laisser les Britanniques seuls, Nivelle persiste en ordonnant une seconde offensive dès le 4 mai 1917. Celle-ci est interrompue le 9 mai avec, toujours, le même constat d'échec.

Sur la scène internationale, la concordance des efforts sur les différents fronts, légitimement réclamée par Nivelle d'autant que c'est un engagement pris par les Nations lors de la conférence de Chantilly, n'est pas respectée. Alors que Nivelle refuse de retarder l'offensive afin de respecter ces engagements, le conduisant *de facto* à ne pas prendre en considération des éléments nouveaux susceptibles de modifier les plans, la Russie, elle, ne mène pas d'offensive, connaissant une fracture politique majeure. Les défaites successives de la Russie sont l'une des causes de la révolution de février conduisant le Tsar Nicolas II à abdiquer le 15 mars. L'une des conséquences immédiate est le délitement de l'armée sur le front Est et son incapacité à mener l'offensive majeure planifiée à Chantilly et pourtant confirmée à Petrograd. Quant à l'Italie, elle refuse de conduire une offensive majeure sur le front de l'Isonzo, préférant stabiliser ses positions défensives.

Au final, l'offensive Nivelle est un échec et le bilan considérable en pertes humaines affecte durablement la capacité des forces armées tant alliées qu'allemandes à régénérer leur potentiel humain et à poursuivre les opérations. Ainsi, à la fin de la deuxième offensive, on dénombre la perte de 130 000 hommes – tués et blessés – chez les Alliés comme chez les Allemands. Les Français font face à des mutineries ou plus précisément à des « grèves » répondant avant tout à une exaspération morale de la part des soldats et à un manque de reconnaissance de la part des grands chefs. Dès lors, les Français se contentent d'offensives limitées visant principalement à maintenir le *statu quo* sur la ligne de front. Les Britanniques poursuivent leurs opérations offensives mais de manière autonome dans la région d'Ypres afin de faire face à la menace sous-marine. Cette « obstination » de la guerre s'achèvera par la bataille de Passchendaele – de fin juillet à début novembre 1917 – avec la perte de près de 300 000 Britanniques<sup>51</sup>. Seul l'engagement des Etats-Unis en 1918 permettra de renverser le rapport de force des effectifs et des matériels au profit de l'Entente.

\* \*

---

<sup>51</sup> GOYA Michel (lieutenant-colonel), *le processus d'évolution tactique de l'armée française de 1871 à 1918*, Thèse, Université de la Sorbonne – Paris IV, 2008, 552 p., p. 365.

Alors que le général Nivelle a réussi à s'imposer aux militaires comme aux politiques comme l'homme du renouveau, incarnant l'espoir d'une reprise d'une guerre de mouvement susceptible de libérer le territoire national et de repousser l'ennemi au-delà du Rhin, il commet l'erreur, par une confiance excessive, de sous-estimer les signes annonciateurs de la défaite. Confiant quant à sa capacité à percer le front entre 24 et 48 heures, à condition de s'engager sans mesure, il croît en l'illusion d'une recette victorieuse lui ayant permis une première fois de vaincre les Allemands devant Verdun. S'obstinant à maintenir l'offensive dans la région du Chemin des Dames malgré les signes avérés d'un repli allemand suffisamment important à l'échelle du théâtre pour modifier le rapport de force, les Alliés affrontent les Allemands du fort au fort. C'est un échec. Pourtant l'idée initiale de Nivelle d'exploiter une victoire tactique au niveau stratégique en cherchant à atteindre les voies de communication ennemies était pertinente. *A contrario* le choix de l'attaque tactique était mauvais. L'erreur de Nivelle est d'avoir délégué à Mangin le commandement du niveau tactique et, se restreignant à celui du niveau de théâtre, de ne pas avoir été conscient des réalités du terrain. Cette erreur d'appréciation illustre le fossé pouvant exister entre les niveaux stratégique et tactique. Nivelle fait donc preuve de faiblesse à deux reprises : s'entêter dans le déni et ne pas vouloir trancher entre Micheler et Mangin en les assurant tous deux de sa confiance<sup>52</sup>.

Si la défaite de l'offensive Nivelle a des conséquences qui vont au-delà de l'aspect purement tactique en affectant durablement le potentiel de combat des armées belligérantes, Nivelle ne peut être tenu pour seul responsable. L'ambition de son offensive s'inscrit en écho à des buts de guerre ambitieux. Malgré des moments de doute et une classe politique qui ne cesse de se restructurer, Nivelle bénéficie de la part des politiques, au mieux d'une opposition silencieuse, au pire d'une confiance excessive. *In fine*, le gouvernement s'est résolument engagé dans cette offensive en appuyant sans réserve son chef militaire. Il s'est même trop engagé pour reculer.

---

<sup>52</sup> Nivelle est pour autant parfaitement conscient de cette divergence d'approche entre ses deux subordonnés par le biais de son 3<sup>ème</sup> bureau – cf annexe n°4.

### 3 Une classe politique coupable d'impuissance

#### 3.1 Une différence de vue politico-stratégique

Conséquence, entre autres, de la démission de Lyautey comme ministre de la Guerre, le gouvernement d'Alexandre Ribot succède à celui de Briand le 20 mars 1917. Paul Painlevé succède à Lyautey au ministère. Déjà évoqué précédemment, le Président Poincaré s'est personnellement engagé dans l'offensive Nivelle, une offensive ambitieuse au service de buts de guerre tout aussi ambitieux. Or, lorsque Ribot est nommé président du Conseil, il n'est pas au courant du consensus précédemment trouvé, laissant la porte ouverte entre l'annexion, l'occupation ou l'autonomie. Il défend, pour sa part, l'ambition d'une France faisant la guerre « *sans esprit de conquête* »<sup>53</sup>. Ce n'est qu'après, qu'il concède, tout au plus, le besoin de garanties nécessaires.

En réalité, s'opposent plusieurs visions politico-stratégiques s'articulant autour de la place à accorder à l'Allemagne et au II<sup>ème</sup> Reich à la fin de la guerre. Painlevé, qui a refusé de participer au gouvernement Briand pour marquer sa désapprobation quant à la nomination de Nivelle, représente la caution socialiste du gouvernement et de Poincaré. Républicain-socialiste, il est appuyé par une grande partie de la gauche, radicaux comme socialistes, qui se contenterait d'une simple rétrocession de l'Alsace-Lorraine. Ainsi, Painlevé se déclare opposé aux buts tactiques choisis par Nivelle comme aux buts de guerre français<sup>54</sup> qu'il juge trop ambitieux.

Dès sa nomination en tant que ministre de la Guerre, Painlevé reçoit Nivelle le 31 mars et convoque le 2 avril, Pétain et Franchet d'Esperey en présence de Ribot, de Thomas – ministre de l'Armement – et de l'amiral Lacaze – ministre de la Marine. Si Pétain expose sa vision d'offensives limitées, soutenant ainsi la vision stratégique de Painlevé, les trois derniers refusent de remettre en cause l'offensive telle qu'elle fût planifiée<sup>55</sup>. Pétain analyse en effet l'entrée en guerre des Etats-Unis comme la seule possibilité de contrebalancer le rapport de force en faveur des Alliés, notamment après la révolution russe qui donne l'espoir aux Allemands de pouvoir basculer leurs efforts sur le front occidental. L'enjeu est donc pour

---

<sup>53</sup> SOUTOU Georges-Henri (Professeur), *La grande illusion, quand la France perdait la paix, 1914 - 1920*, Paris, Tallandier, 2015, 376 p., p.182

<sup>54</sup> *Ibid.* p.201

<sup>55</sup> *Ibid.* p.204

Pétain, comme pour Painlevé, de pouvoir gagner du temps afin de permettre à l'appareil militaire américain de monter en puissance.

Afin de donner des garanties, le 3 avril, Nivelle s'engage devant Painlevé, Ribot, Thomas, Lacaze et Maginot à renoncer à toute ambition stratégique – vision soutenue par Pétain – si aucune percée n'est réalisée dans un délai de 24 à 48 heures. Ce « compromis » imposé de gré ou de force ne répond pas aux objectifs politiques de Poincaré qui présente un risque de contournement des buts de guerre tels qu'il les ambitionne. Lors d'une réunion le 5 avril en présence du président du Conseil et des principaux ministres, Poincaré exprime son désaccord avec la volonté de Painlevé de limiter l'ambition de l'offensive Nivelle sous prétexte que l'entrée en guerre des Etats-Unis permettrait d'imaginer une guerre certes plus longue mais moins hasardeuse. C'est ainsi que Poincaré, outrepassant ses prérogatives propres à la III<sup>ème</sup> République et cherchant à reprendre la main, est à l'initiative de la réunion de Compiègne du 6 avril – dont les détails sont abordés ultérieurement – et qui confirmera Nivelle dans ses fonctions pleines et entières.

Ainsi, à l'opposition de vue stratégique entre l'ambition des socialistes qui ne se limite qu'à la réintégration de l'Alsace-Lorraine et celle défendue par Poincaré recherchant des garanties territoriales supplémentaires et la fin de l'unité du Reich, Painlevé défend une troisième voie. Entre guerre à outrance et paix blanche, Painlevé, en soutenant un processus de démocratisation du Reich plutôt que son annexion ou occupation d'une partie de son territoire, cherche à préserver le Concert européen post-guerre<sup>56</sup>.

Ainsi, les rapports entre Painlevé et Nivelle sont articulés autour d'un rapport de force permanent entre le politique et le militaire. Le premier n'acceptant pas la nomination du militaire comme généralissime et ne partageant pas sa vision tactico-stratégique. Le second s'appuyant sur ses appuis politiques, notamment à l'Elysée, pour se maintenir à son poste et se « réfugiant » derrière son simple rôle d'exécutant. En sachant parfaitement se situer en tant que militaire, Nivelle rappelle ainsi à Painlevé que s'il n'est qu'en charge des opérations militaires « *l'exécution [lui] appartient* »<sup>57</sup>. Il est le seul et l'unique responsable, et en cas de désaccord, le pouvoir politique n'a qu'à le destituer et le remplacer. Conscient des rapports de force et de l'état d'avancement de l'offensive, Painlevé n'ira pas jusqu'au point de non-retour.

---

<sup>56</sup> *Ibid.* p.203.

<sup>57</sup> RATINAUD Jean, *1917 ou la tragédie d'avril*, Paris, Fayard, 1960, 318 p., p. 165

Il existe donc une opposition fondamentale sur la conduite de la guerre et sur la question connexe des buts de guerre entre Poincaré et Painlevé, soutenus chacun respectivement par Nivelle et Pétain. Deux systèmes opposés mais cohérents coexistent : Poincaré – Nivelle qui recherchent des buts de guerre étendus *via* une paix obtenue par une victoire décisive selon le schéma percée tactique – exploitation stratégique ; Painlevé – Pétain qui souhaitent une paix négociée avec des buts de guerre limités permise par l'entrée en guerre des Etats-Unis et n'obérant pas le dialogue européen post-guerre.

Alors que dès décembre 1916, l'ambition est de se doter d'un gouvernement de combat capable de s'engager sans concession dans l'effort de guerre, avec pour clé de voûte une unité politico-militaire autorisant la cohérence entre ambition et moyens, la coexistence jusqu'au plus haut sommet de l'Etat de plusieurs visions politico-stratégiques est de nature à remettre en cause une unité indispensable, d'autant plus à la veille de l'offensive majeure. L'offensive Nivelle est porteuse de l'ambition et de la détermination d'une partie de la classe politique française, et plus particulièrement de Poincaré. Elle constitue la pierre d'achoppement de deux visions de l'Europe post-guerre et de la place de l'Allemagne en son sein. Le général Nivelle n'est que le *deus ex machina* militaire de l'ambition politique française alors que les hommes politiques, s'ils ne sont pas responsables de la conduite de l'offensive, sont responsables des enjeux qu'ils font peser sur celle-ci.

### **3.2 Un entrisme des politiques révélateur de dissensions profondes**

Malgré des signaux de plus en plus inquiétants quant au déroulement de l'offensive, le politique préserve le primat du militaire sur la conduite des opérations. D'autant que Nivelle, toujours écouté, est particulièrement confiant et qu'il dispose de nombreux soutiens tant politiques que militaires. Mais cela n'interdit pas les immiscions de plus en plus fréquentes du politique dans la chose militaire, comme le symptôme d'un optimisme de plus en plus fragile face aux chances de succès. D'autant qu'auparavant, Nivelle pouvait compter sur l'ancien ministre Briand pour lui garantir un « espace de liberté », la nomination de Painlevé ne lui offre plus cette tranquillité.

En nommant le commandant Hellbronner chef du secrétariat du comité de guerre, chargé de centraliser les informations concernant les opérations et la politique générale de la

guerre, le ministère et Painlevé sont parfaitement au courant des activités du GQG<sup>58</sup>. Mais, alors que le gouvernement rappelle à de multiples reprises sa volonté de ne pas vouloir interférer dans la conduite de la guerre – rappels qui raisonnent comme une mesure de sauvegarde – il n'en reste pas pour autant à l'écart, bénéficiant à la fois de ses propres visites comme des rapports qui lui parviennent directement du front en contournant ostensiblement la chaîne hiérarchique militaire traditionnelle.

Grâce aux nombreuses correspondances entre Micheler et le président du Sénat, M. Antonin Dubost, le gouvernement sait que le commandant en chef du GAR émet de sérieux doutes quant au plan de l'offensive. Dès sa nomination et alors que Lyautey avait déjà cherché à se faire sa propre opinion sur la viabilité du plan, Painlevé organise des auditions au sommet pour mieux appréhender la situation. Le 2 avril, alors que Nivelles et Mangin sont reçus par Poincaré, Painlevé et Ribot reçoivent les deux commandants du GAN et du GAC, Franchet d'Esperey et Pétain. Sonnant comme une forme de désaveu, convoquer les deux subordonnés de Nivelles sans que lui-même ne soit présent est certainement destiné à faciliter la transparence dans les informations recueillies. Le 3 avril, alors que Painlevé reçoit Nivelles et s'inquiète du plan en reprochant au général de se raccrocher à une chimère, refusant de voir le changement de situation sur le front<sup>59</sup>, les présidents de deux Chambres se rendent sur le front pour s'enquérir directement de la situation<sup>60</sup>.

Ancien député et ancien ministre de la Guerre ayant rejoint volontairement le front, le compte rendu du colonel Messimy adressé à Painlevé et Ribot le 5 avril en dehors de tout circuit hiérarchique réglementaire dépeint une situation catastrophique<sup>61</sup>. Ce compte rendu<sup>62</sup> est un des éléments à l'origine du conseil de guerre du 6 avril à Compiègne.

*Pour ma part, je suis si profondément ému de voir qu'à une situation entièrement nouvelle le G. Q. G. n'a pas trouvé moyen de faire face autrement que par un rafistolage d'un projet désormais sans bases sérieuses, que je crois de mon devoir d'adresser au gouvernement de la façon la plus au pressante et la plus formelle la demande suivante : comme député, comme ancien ministre de la Guerre, et enfin comme chef responsable de la vie de 10 000*

---

<sup>58</sup> SOUTOU Georges-Henri (Professeur), *La grande illusion, quand la France perdait la paix, 1914 - 1920*, Paris, Tallandier, 2015, 376 p., p. 204

<sup>59</sup> RATINAUD Jean, *1917 ou la tragédie d'avril*, Paris, Fayard, 1960, 318 p., p. 180

<sup>60</sup> HELLOT (Général), *Histoire de la guerre mondiale : le commandement des généraux Nivelles et Pétain 1917*, Paris, Payot, 1936, 316 p., p. 96

<sup>61</sup> RATINAUD Jean, *1917 ou la tragédie d'avril*, Paris, Fayard, 1960, 318 p., p. 182

<sup>62</sup> PIERREFEU Jean de, *L'offensive du 16 avril : la vérité sur l'affaire Nivelles*, Paris, La renaissance du livre, 1919, 191 p., p. 65

*hommes, je demande que le gouvernement, avant que s'engagent les opérations, convoque, consulte et entende tous les commandants de groupes d'armée, soit ensemble, soit séparément, en commençant par celui qui demain va conduire les armées françaises à l'attaque : le général Micheler.*

*Signé : Messimy*

Point d'orgue de l'intrusion du politique : le conseil de guerre du 6 avril à Compiègne en présence de Poincaré, de Painlevé, de Nivelle et des commandants des groupes d'armées. Comme pour s'excuser, Painlevé déclare en préambule que le gouvernement n'a pas l'intention de s'immiscer dans la conduite des opérations mais qu'il cherche à s'informer sur les chances de succès de l'offensive. Cela conduit à une situation ubuesque et totalement contre nature où Nivelle, Pétain et Micheler font entendre leurs désaccords devant le politique. Nivelle ne veut pas reporter l'offensive qu'il croit encore comme décisive. Interrogés à leurs tours, les généraux des groupes d'armées sont moins confiants quant aux chances de succès et soulignent qu'il ne faut pas espérer de trop grandes conquêtes. Seul point d'accord, aucun des intervenants ne souhaite renouveler la bataille de la Somme, signifiant que Nivelle s'engage à ne pas insister en cas d'échec initial<sup>63</sup>.

Les chefs militaires rappellent également l'engagement de la France auprès des Britanniques. Eux-mêmes à quelques jours de leur propre offensive, il s'agit de ne pas les laisser seuls. L'offensive est donc confirmée alors que Nivelle, en fin négociateur, sait que le gouvernement ne peut que le maintenir à son poste ne pouvant le contraindre si tardivement à la démission. Au-delà de l'aspect purement militaire de ce conseil de guerre, se joue également la différence de vision stratégique entre Poincaré et Painlevé. Poincaré, à l'origine de ce conseil, défend son ambition de victoire décisive et parvient à faire admettre qu'en cas de succès tactique initial, l'exploitation sera stratégique<sup>64</sup>. Concluant cet épisode, Poincaré fait savoir le 7 avril à Nivelle qu'il ne sera plus importuné et le 8 avril, le ministre Thomas donne l'accord du gouvernement pour l'offensive.

Alors que la première offensive se solde par un échec, les visites au front d'hommes politiques, contournant le commandant en chef, se poursuivent. Elles sont d'autant plus nombreuses que la désillusion suite à l'échec a été grande et que les attaques contre Nivelle au

---

<sup>63</sup> *Ibid.* p. 67

<sup>64</sup> SOUTOU Georges-Henri (Professeur), *La grande illusion, quand la France perdait la paix, 1914 - 1920*, Paris, Tallandier, 2015, 376 p., p. 209.

parlement se multiplient<sup>65</sup>. Ainsi, le député Ybarnegaray demande audience à Poincaré pour exiger le 16 avril l'arrêt des combats. Son constat au sujet de la première offensive est cinglant : « *la bataille a été livrée à 6 heures, à 7 heures elle est perdue* ». De même, le député Albert Faivre exige également de Painlevé l'arrêt des opérations après s'être rendu compte de la situation catastrophique auprès de Micheler le 18 avril. Painlevé lui-même s'immisce de plus en plus en rencontrant notamment sur le terrain le général Mazel, commandant la V<sup>ème</sup> armée.

Si le politique n'a pas à interférer dans la conduite des opérations il ne se sent pas moins responsable, se considérant comme le garant de la victoire. Ce sentiment de responsabilité le pousse à s'immiscer de plus en plus bien que cela soit anormal, mais le fait qu'il ne prenne aucune décision l'est tout autant. Entre inquiétude et hésitation, le gouvernement, par ces demi-mesures, ne fait qu'interférer dans le déroulement des opérations militaires et, si les prémices datent de janvier 1917, le conseil de guerre du 6 avril ne revient qu'à affaiblir l'autorité morale de Nivelle vis-à-vis de ses subordonnés<sup>66</sup>.

Malgré le bilan catastrophique de la première offensive, le ministre de la Guerre demeure muet<sup>67</sup> alors que Nivelle s'exprime devant les parlementaires le 20 avril. Le général n'est pas dissuadé de poursuivre les combats.

### **3.3 Deuxième offensive ou le poids de la coalition**

Alors qu'une deuxième offensive se fait jour malgré l'engagement du commandant en chef de ne pas répéter la bataille de la Somme, c'est-à-dire de ne pas s'obstiner outre mesure, Nivelle est convoqué pour la deuxième fois le 25 avril devant un comité de guerre restreint à l'Élysée. Alors que les critiques sont de plus en plus vives, que certains parlementaires réclament des sanctions et que la troupe doute du haut commandement, Nivelle, dans le compte-rendu qu'il fait au cours de ce conseil, ne renonce pas à la percée<sup>68</sup>. Pour autant, les troupes alliées ne sont plus capables de neutraliser la masse de manœuvre ennemie alors que les ordres reçus se limitent à rechercher des espoirs de succès tactiques, abandonnant *de facto*

---

<sup>65</sup> HELLOT (Général), *Histoire de la guerre mondiale : le commandement des généraux Nivelle et Pétain 1917*, Paris, Payot, 1936, 316 p., p. 145.

<sup>66</sup> PIERREFEU Jean de, *L'offensive du 16 avril : la vérité sur l'affaire Nivelle*, Paris, La renaissance du livre, 1919, 191 p, p. 67

<sup>67</sup> RATINAUD Jean, *1917 ou la tragédie d'avril*, Paris, Fayard, 1960, 318 p., p. 272

<sup>68</sup> PIERREFEU Jean de, *L'offensive du 16 avril : la vérité sur l'affaire Nivelle*, Paris, La renaissance du livre, 1919, 191 p, p. 109 à 122.

toute ambition d'exploitation stratégique<sup>69</sup>. Paradoxalement, dans la note qu'il adresse à Wilson, officier de liaison entre le GQG britannique et le GQG français, le 22 avril, Nivelle confirme son ambition en stipulant clairement qu'il « *ne change rien aux instructions générales pour l'offensive* »<sup>70</sup>.

Comme début avril, ce conseil de guerre est révélateur d'un entrisme toujours profondément marqué. Poincaré mentionne les nombreuses rumeurs qui lui parviennent du front conduisant Nivelle à faire part de son étonnement et de sa désagréable surprise quant au crédit que le Président leurs accorde. Aucune décision n'est prise à l'issue de ce conseil de guerre. Painlevé doit même faire face à quatre problèmes qui ne lui permettent pas d'imposer ses vues : aucun des subordonnés de Nivelle ne fait clairement part d'un refus de reprendre l'offensive ; les Britanniques sont satisfaits des attaques ; Nivelle donne des gages en demandant à relever Mangin de son commandement et en provoquant une série de mutations : Pétain devient chef d'état-major général, Franchet d'Esperey prend le commandement du GAC, tandis que Fayolle prend celui du GAN ; et Painlevé bénéficie toujours d'une marge de manœuvre politique limitée, contraint par Poincaré et Ribot. Ainsi, en séance devant les commissions le 29 avril, Painlevé capitule en approuvant le nouveau plan d'opération<sup>71</sup>. Le 4 mai, les Britanniques enfoncent le clou lors de la conférence de Paris. Lloyd George demande la poursuite des efforts tout en rappelant les politiques à leurs obligations en stipulant : « *nous préférons que les généraux gardent pour eux ce qui concerne les plans d'exécution* »<sup>72</sup>.

Pour autant, Nivelle est en sursis. Alors que Painlevé souhaite son remplacement, l'échec de la première offensive aurait pu lui donner toute la légitimité d'exiger son départ. Mais au-delà des points développés précédemment, les raisons du maintien de Nivelle comme commandant en chef se situent également au niveau politique. S'il pourrait paraître normal que le gouvernement souhaite changer de chef militaire après une telle défaite, les responsables politiques cherchent également à donner des gages aux Britanniques. Dès lors, ils acceptent le principe d'une seconde offensive pour ne pas donner à leurs Alliés l'impression d'un manque de pugnacité ou de courage des Français. Mesure opportune car, craignant les effets néfastes de l'échec de l'offensive, les Britanniques manifestent rapidement

---

<sup>69</sup> *Ibid.* p. 108

<sup>70</sup> *Ibid.* p. 124

<sup>71</sup> RATINAUD Jean, *1917 ou la tragédie d'avril*, Paris, Fayard, 1960, 318 p., p. 286

<sup>72</sup> *Ibid.* p. 293

le désir de « *poursuivre énergiquement la campagne commencée* »<sup>73</sup> et demandent la tenue d'une conférence à Paris les 4 et 5 avril. Les autorités confirment lors de cette conférence la poursuite des opérations tout en validant le principe d'offensives limitées. Les Alliés rechercheront la défaite ennemie par des attaques incessantes et non plus par une percée décisive<sup>74</sup>.

Enfin, relever Nivelles serait concéder la défaite vis-à-vis des Allemands, comme de l'opinion publique. En acceptant le principe d'une deuxième offensive, le politique espère obtenir un succès tactique honorable – conquérir le Chemin des Dames – lui permettant de nommer à l'issue un nouveau commandant en chef<sup>75</sup>.

Nivelles bénéficie jusqu'au bout du soutien de certains politiques. Acceptant d'être remplacé mais refusant de poser sa démission, il se sait appuyé par Maginot et Malvy qui respectent le général « républicain » tout en suspectant Painlevé de vouloir livrer l'armée à des généraux de sacristie. Malgré cela, Nivelles est limogé le 15 mai, remplacé par Pétain.

L'échec de ces deux offensives met en exergue deux lacunes majeures : le manque d'appréciation autonome du politique et la problématique du commandement unique au sein des Alliés. Tout au long de la préparation et de l'exécution de l'offensive, Nivelles s'est cantonné dans le rôle « d'expert » militaire, laissant les politiques devant leurs responsabilités. Mais ces derniers manquent d'un organe leur permettant d'apprécier de façon autonome le déroulement des opérations<sup>76</sup>, incitant à toujours plus d'entrisme. Le 29 avril, le gouvernement adopte un premier décret donnant à l'état-major des Armées un rôle plus important dans la préparation et la coordination des opérations militaires. Pétain, en qualité de nouveau chef d'état-major général, est donc responsable de tenir informé le ministre de la Guerre ainsi que le conseil de Guerre<sup>77</sup>. Nivelles est donc clairement mis sous tutelle après la première offensive. En complétant ce premier décret par deux autres, du 11 mai et 16 mai, le gouvernement se dote réellement d'un organe, sous l'autorité du chef d'état-major général, capable de l'informer sur l'aspect technique des opérations militaires. Lyautey souhaitait,

---

<sup>73</sup> PIERREFEU Jean de, *L'offensive du 16 avril : la vérité sur l'affaire Nivelles*, Paris, La renaissance du livre, 1919, 191 p, p. 126.

<sup>74</sup> HELLOT (Général), *Histoire de la guerre mondiale : le commandement des généraux Nivelles et Pétain 1917*, Paris, Payot, 1936, 316 p., p. 151.

<sup>75</sup> PIERREFEU Jean de, *L'offensive du 16 avril : la vérité sur l'affaire Nivelles*, Paris, La renaissance du livre, 1919, 191 p, p. 117.

<sup>76</sup> HELLOT (Général), *Histoire de la guerre mondiale : le commandement des généraux Nivelles et Pétain 1917*, Paris, Payot, 1936, 316 p., p. 158.

<sup>77</sup> *Ibid.* p. 146.

lorsqu'il était ministre de la Guerre, se doter d'un tel organisme lui permettant de garder la main sur le GQG. Son erreur aura été de vouloir imposer Castelnau comme chef d'état-major général alors que celui-ci ne faisait pas l'unanimité, son tropisme royaliste le desservant. Painlevé reprend, dans l'esprit, les mêmes décrets que ceux préparés par Lyautey tout en plaçant Pétain, homme en qui il a toute confiance.

Concernant la problématique du commandement unique, il ne faut pas perdre de vue que les Britanniques jouent également leur propre jeu en ayant pour objectif stratégique de libérer la côte belge pour mettre fin à la guerre sous-marine à outrance conduite par les Allemands et qui étouffe l'Angleterre. Cette différence dans l'état final recherché entre Français et Britannique est la conséquence de l'inexistence d'un véritable commandement unifié à même d'apporter une unité dans la direction politique du conflit comme dans le commandement des opérations. Validé lors de la conférence de Calais les 26 et 27 février 1917, le placement des troupes britanniques sous commandement français n'est que partiel et temporaire. Si Nivelles ambitionne une manœuvre stratégique afin de couper les lignes de communications allemandes, l'offensive est un échec certes pour des raisons tactiques mais également par l'incapacité à concentrer des troupes en un point précis par une bascule d'effort à l'échelle du théâtre des opérations<sup>78</sup>. Bien que Lloyd George évoque dès la conférence de Rome en janvier 1917 l'intérêt d'un commandement unifié *via* un quartier général interallié, le Royaume-Uni, conscient que ce commandement reviendrait aux Français, s'y est toujours opposé pour cause principale de susceptibilité nationale. Lloyd George utilise à ce titre l'échec de l'offensive Nivelles pour justifier l'opposition du Parlement et de l'opinion publique à toute forme de commandement unique<sup>79</sup>. Il faut attendre l'arrivée de Clémenceau comme président du Conseil et de Foch comme commandant des troupes alliées, ainsi que les lourds revers lors de l'hiver 1918 pour convaincre les Britanniques de la nécessité d'un commandement unique, qui, selon Clémenceau, est « *la condition sine qua none de la victoire* ». <sup>80</sup>

---

<sup>78</sup> MORDACQ H. (Général), *Récit d'un témoin : La vérité sur le commandement unique*, Paris, Editions Albert, 1929, 182 p., p. 21.

<sup>79</sup> *Ibid.* p. 51.

<sup>80</sup> *Ibid.* p. 41.

## Conclusion

Alors que la conférence de Chantilly de novembre 1916 prévoyait un effort des Alliés sur tous les fronts, permettant d'entrevoir la victoire par concentration des efforts au moment même où l'Autriche était exsangue et l'Allemagne sur la défensive après l'échec de Verdun, il n'en fût rien. Si l'espoir était permis en ce début d'année 1917, la révolution russe de février, une armée américaine pas encore prête à la guerre et surtout la crise de commandement et l'échec de l'offensive en France n'auront pas permis d'atteindre la victoire escomptée<sup>81</sup>.

La responsabilité de l'échec de l'offensive Nivelle ne doit pas être uniquement endossé par celui qui lui a donné son nom. Cet échec est le fruit d'un faisceau de dysfonctionnements, d'erreurs et d'incompétences. L'offensive Nivelle ou l'offensive du Chemin des Dames a mis en exergue la défaite non pas d'un chef militaire seul mais d'un système politico-militaire incapable de répondre à l'enjeu d'une vision politique et stratégique de long terme alors que l'on croyait encore au mythe de la victoire décisive et rapide. Ce système étant lui-même fragilisé par l'inefficacité de l'articulation liant le politique et le militaire et donc incapable d'apporter une vision claire et unique des buts politiques et militaires à atteindre.

Si les responsables politiques ont pris conscience de la nécessité d'avoir une action sur la préparation et la conduite élargie des opérations, ils se sont heurtés à l'impossibilité structurelle et idéologique de le faire, sans pour autant empêcher les interventions désordonnées et individuelles polluant la conduite des opérations et fragilisant l'autorité du commandant en chef. Si ce dernier a commis des erreurs lourdes de conséquences, tant du niveau tactique que stratégique, il s'est également trouvé au centre d'ambitions politiques divergentes qui ont participé à la fragilisation de sa légitimité et entretenant l'incertitude quant à l'état final recherché.

*In fine*, cette offensive a été un échec, un échec dans le commandement unifié, un échec du QGQ, un échec du gouvernement soi-disant de « combat ». Mais un échec somme toute nécessaire permettant d'initier une transition dans la conduite politico-militaire du conflit. La nomination du tandem Clémenceau – Foch marque la naissance d'un tournant dans la conduite de la guerre pour trois raisons majeures. Au niveau politico-militaire, le lien entre le

---

<sup>81</sup> HELLOT (Général), *Histoire de la guerre mondiale : le commandement des généraux Nivelle et Pétain 1917*, Paris, Payot, 1936, 316 p., p. 288.

politique et le militaire est marqué par une subordination totale en échange d'une confiance pleine et entière. Au niveau politique, le gouvernement s'engage pleinement et n'est plus simplement un spectateur impuissant dans la conduite des opérations. Clémenceau s'adresse à Briand en 1916 en ces termes « *la guerre ! c'est une chose trop grave pour la confier à des militaires* »<sup>82</sup>, soulignant que le militaire ne peut être laissé pour seul responsable mais que le politique doit aussi prendre toutes ses responsabilités. Il confirme cet engagement dans son discours de politique générale lu à la Chambre le 20 novembre 1917 en déclarant : « *Plus de campagnes pacifistes, plus de menées allemandes. Ni trahisons, ni demi-trahisons, la guerre, rien que la guerre* »<sup>83</sup>. Au niveau militaire, sous l'impulsion du tandem et acculés par une situation militaire dans l'impasse, les Britanniques acceptent le principe d'un commandement unique et de la manœuvre d'ensemble à l'échelle du théâtre<sup>84</sup>. Foch est nommé commandant des troupes alliées, Pétain celui des armées françaises.

Les relations entre les politiques et les militaires ont historiquement été marquées par des fragilités et méfiances structurelles et conjoncturelles. Les III<sup>ème</sup> et IV<sup>ème</sup> Républiques ont été dans l'incapacité à penser efficacement le rôle de l'Exécutif dans la conduite des opérations, dans la crainte permanente de concentrer le pouvoir militaire et de le laisser à la libre disposition d'un seul acteur. Si le putsch de généraux de 1961 constitue encore un traumatisme prégnant au sein de nos institutions, la Constitution de 1958 dresse une répartition claire des missions de chacun. Au Président de la République incombe la responsabilité de décider de l'usage de la force, à l'Exécutif celle de définir les grandes lignes de la défense nationale, au militaire celle de commander les opérations, et au législatif, celle du contrôle *a posteriori*.

---

<sup>82</sup> RESSI Michèle, *L'histoire en citations : Première Guerre mondiale*, Herodote.net, 2014, 23 p., p. 6.

<sup>83</sup> Assemblée nationale, <http://www2.assemblee-nationale.fr/decouvrir-l-assemblee/histoire/1914-1918#1917>, consulté le 4 janvier 2017.

<sup>84</sup> La notion de niveau opératif n'existe pas à l'époque. Aujourd'hui, elle est définie comme suit dans *Tactique Générale*, Forces Terrestres 02, corpus doctrinal de l'armée de Terre, CDEF : « *Le niveau opératif est celui auquel les opérations sont planifiées, conduites et soutenues sur un théâtre d'opérations déterminé, en vue d'obtenir l'effet voulu et d'atteindre un objectif militaire donné. Il s'agit donc du niveau de coopération et de coordination des actions interarmées, dont la responsabilité incombe au commandant de théâtre.* »

## Bibliographie

RATINAUD Jean, *1917 ou la tragédie d'avril*, Paris, Fayard, 1960, 318 p.

GOYA Michel (lieutenant-colonel), *le processus d'évolution tactique de l'armée française de 1871 à 1918*, Thèse, Université de la Sorbonne – Paris IV, 2008, 552 p.

RESSI Michèle, *L'histoire en citations : Première Guerre mondiale*, Herodote.net, 2014.

SOUTOU Georges-Henri (Professeur), *La grande illusion, quand la France perdait la paix, 1914 - 1920*, Paris, Tallandier, 2015, 376 p.

Ministère de la Défense, Chemin de mémoires, <http://www.cheminsdememoire.gouv.fr/fr/1917-annee-de-la-guerre-sous-marine-outrance>, consulté le 16 novembre 2016.

Assemblée nationale, <http://www2.assemblee-nationale.fr/decouvrir-l-assemblee/histoire/1914-1918#1917>, consulté le 4 janvier 2017.

## Sources

PIERREFEU Jean de, *L'offensive du 16 avril : la vérité sur l'affaire Nivelle*, Paris, La renaissance du livre, 1919, 191 p.

MORDACQ H. (Général), *Récit d'un témoin : La vérité sur le commandement unique*, Paris, Editions Albert, 1929, 182 p.

MAUROIS André, *Lyautey*, Paris, Plon, 1964 (1931), 250 p.

Ministère de la Guerre, *Les armées françaises dans la Grande guerre*, Tome V, Paris, imprimerie nationale, 1931-1937, 823 p. (volume I) et 1366 p. (volume II).

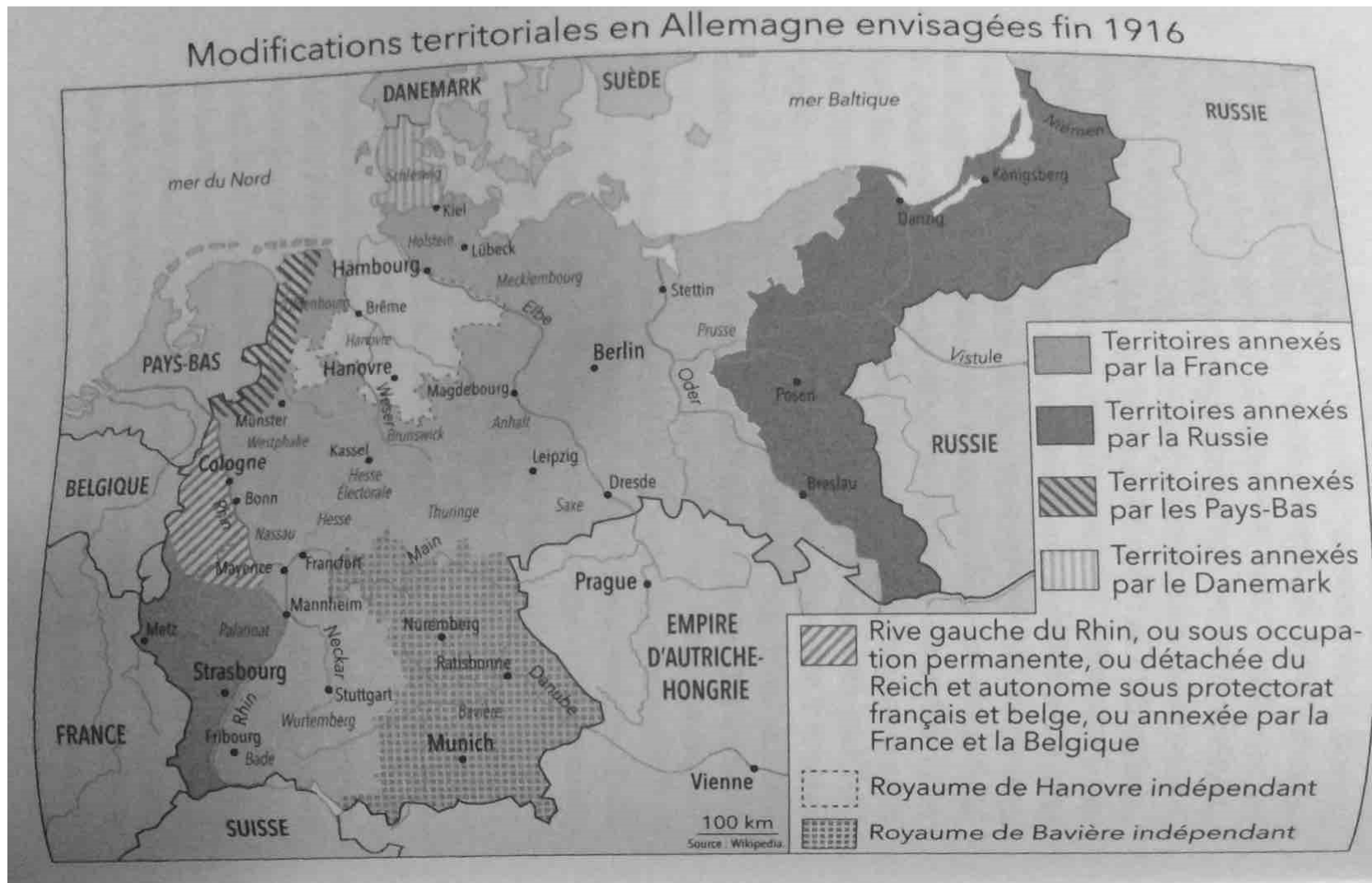
HELLOT (Général), *Histoire de la guerre mondiale : le commandement des généraux Nivelle et Pétain 1917*, Paris, Payot, 1936, 316 p.

## **Annexes**

## ANNEXE 1

### Modifications territoriales en Allemagne envisagées fin 1916

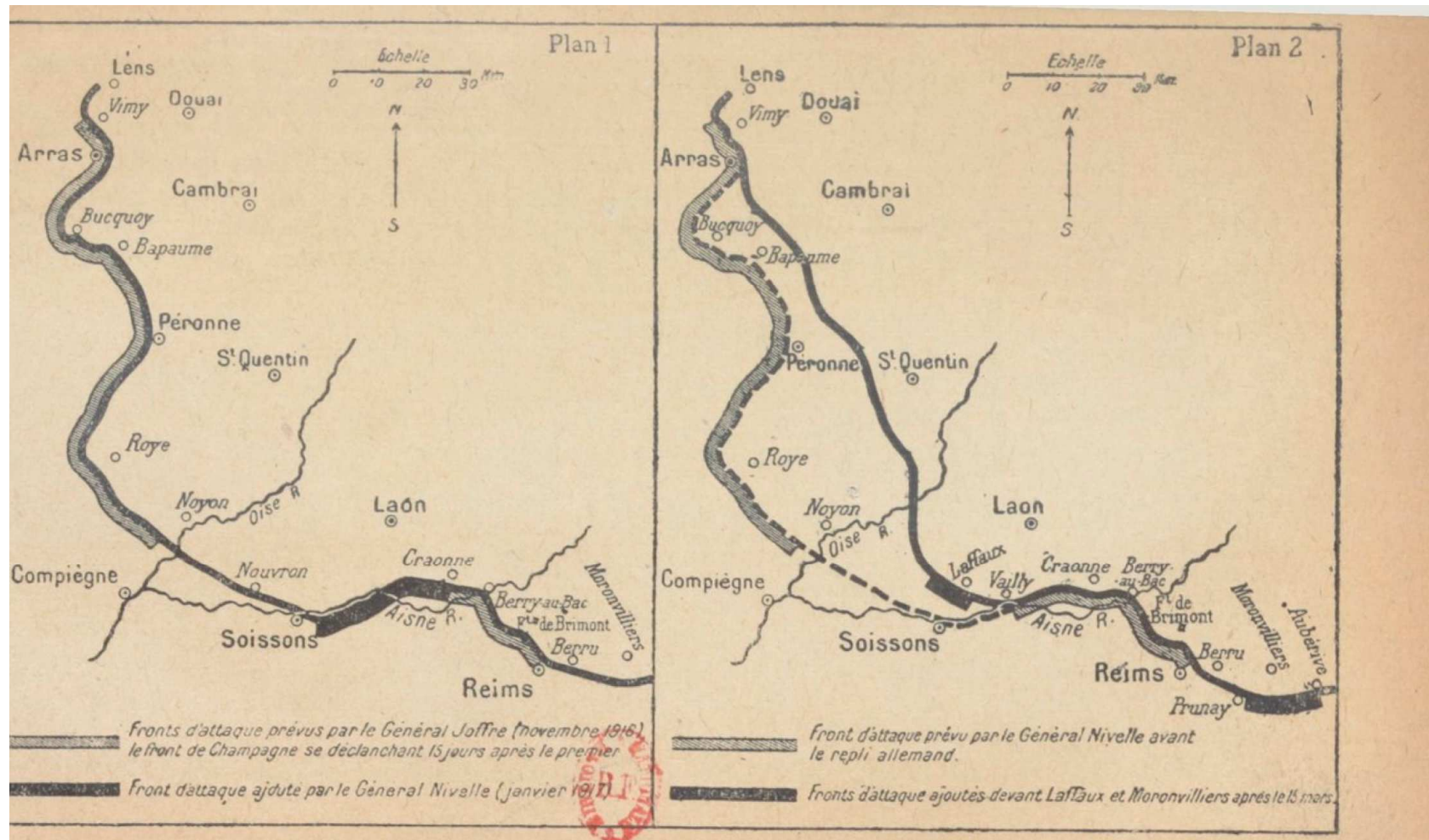
(SOUTOU Georges-Henri (Professeur), *La grande illusion, quand la France perdait la paix, 1914 - 1920*, Paris, Tallandier, 2015, 376 p., p.114.)



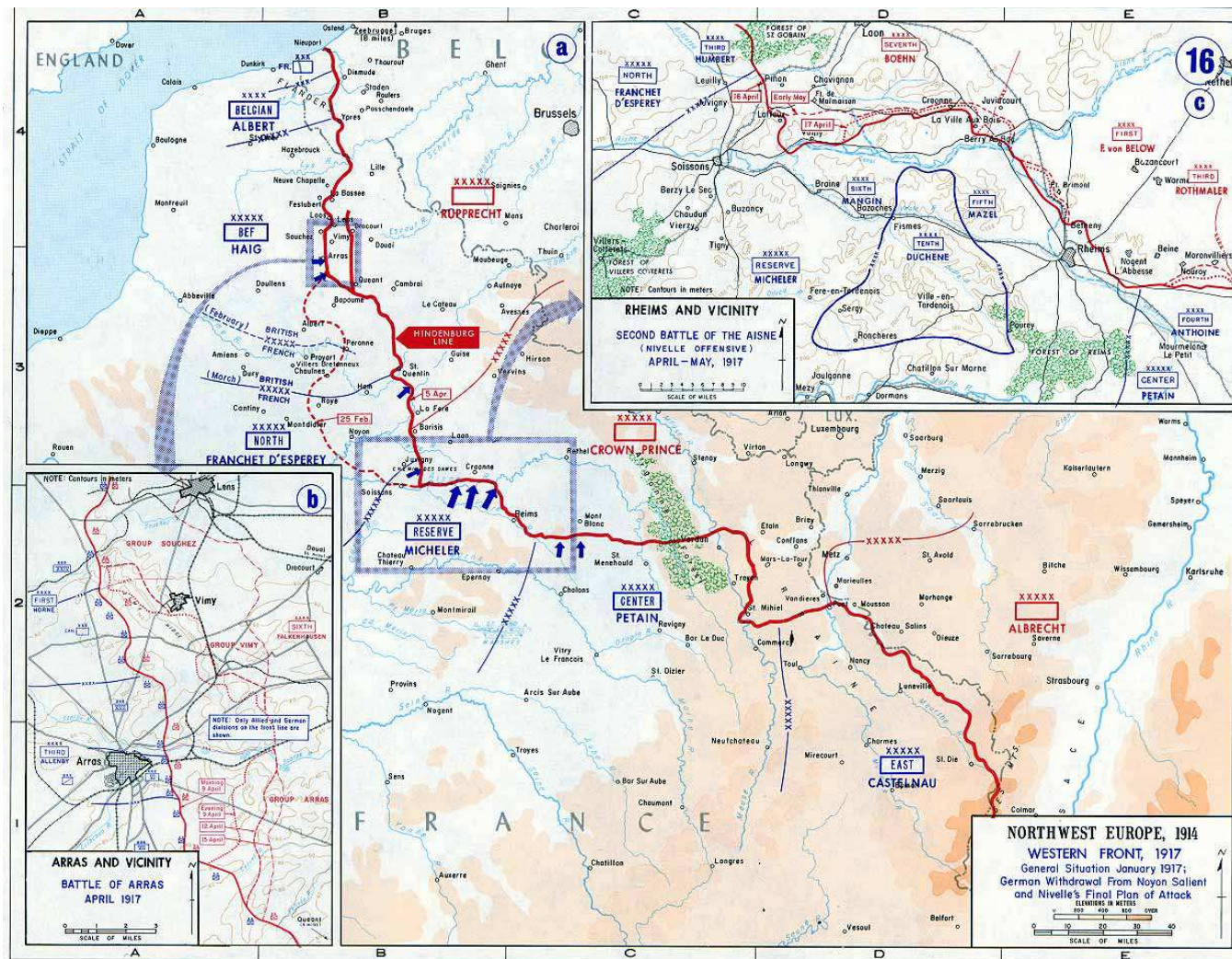
## ANNEXE 2

### Plans comparés de Joffre et de Nivelle pour l'offensive de 1917

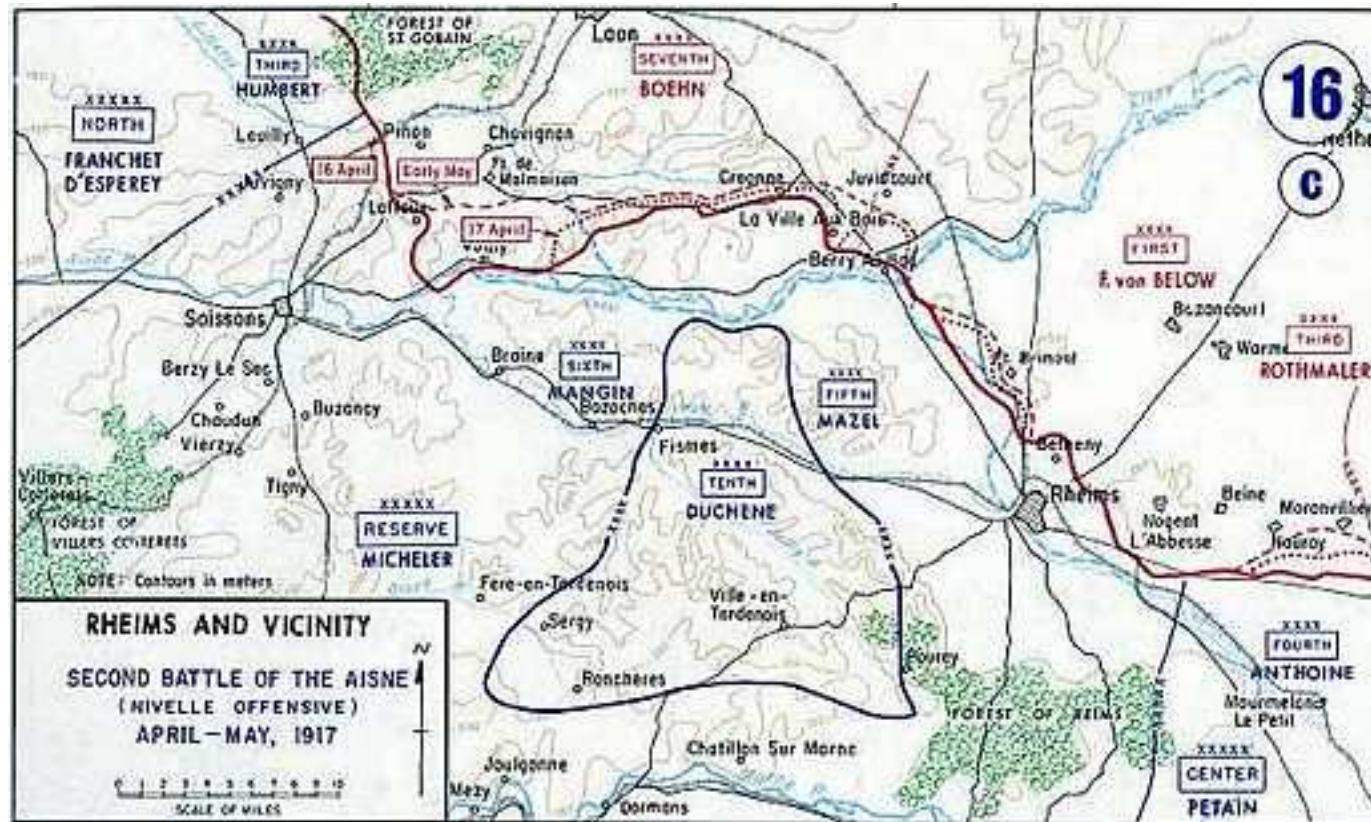
(PIERREFEU Jean de, *L'offensive du 16 avril : la vérité sur l'affaire Nivelle*, Paris, La renaissance du livre, 1919, 191 p, p. 139)



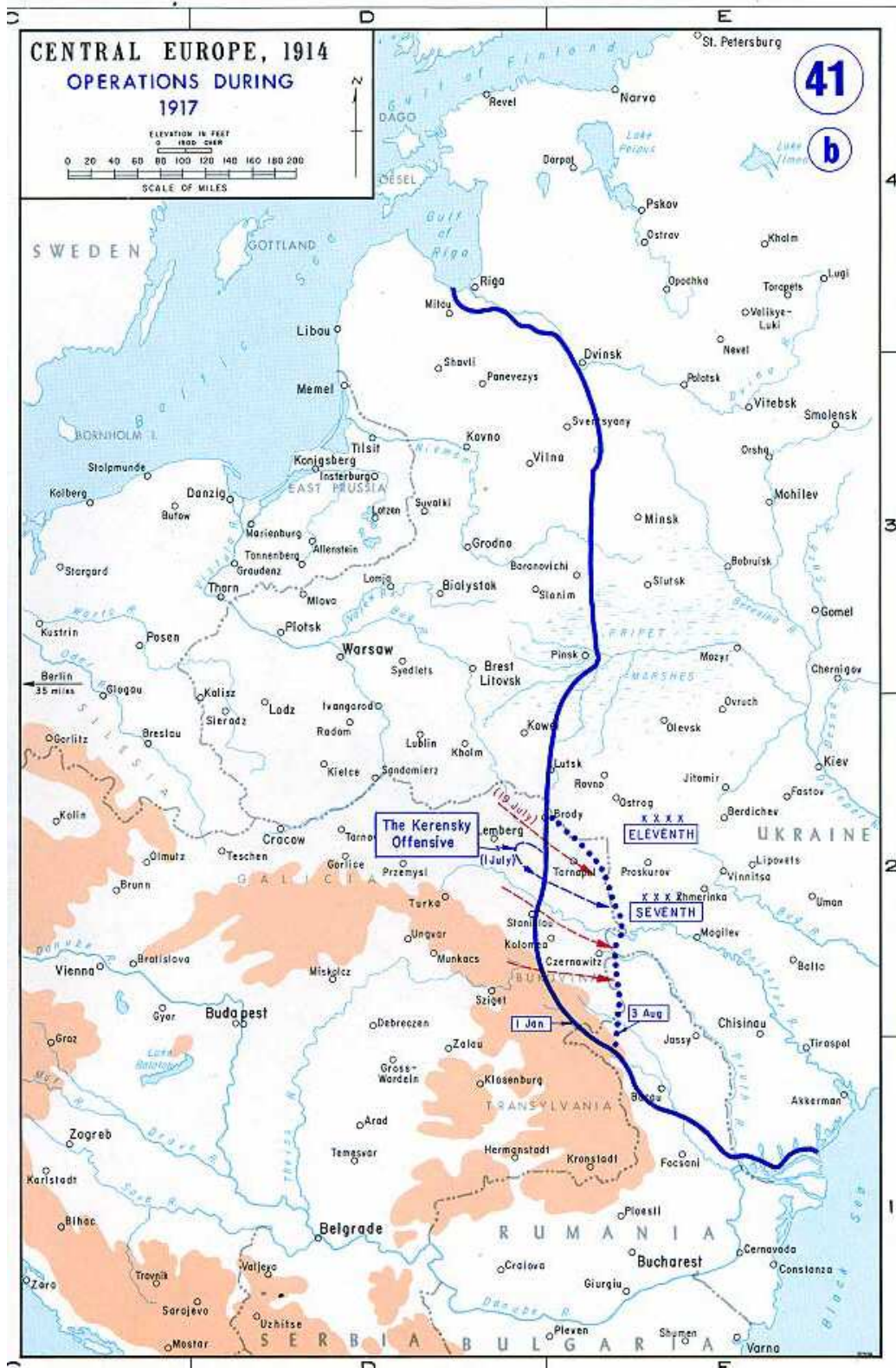
# ANNEXE 3 Front occidental en janvier 1917



## Front de l'Aisne en avril et mai 1917



# Front oriental en janvier 1917



## ANNEXE 4

### **Note du colonel Renouard, chef du 3<sup>e</sup> bureau du G.Q.G. au Général Nivelle relative à la divergence entre les conceptions des généraux Micheler et Mangin.**

*Note du G.Q.G./3 du 16 janvier 1917, signée Renouard :*

Objet : Observations sur les projets du général Micheler et du général Mangin concernant les opérations de la 6<sup>e</sup> Armée.

- I. Il y a des divergences d'idées entre le général Micheler et le général Mangin : elles sont perceptibles à la lecture des projets qui viennent d'être analysés ; elles se sont accusées de façon plus sensible encore – a déclaré le général Mangin au commandant Tournès [*Officier de liaison du G.Q.G. à la 6<sup>e</sup> Armée*] – au cours des conversations entre les deux généraux.
  
- II. La divergence d'idées, la plus essentielle, réside dans la compréhension différente, par le général Micheler et le général Mangin, de la forme à donner à l'opération de la 6<sup>e</sup> Armée.  
Pour le général Mangin, la bataille comporte un risque grave qu'il ne méconnaît pas, mais qu'il accepte, tout entier : elle ne comprend qu'un bond, des temps d'arrêt très courts, après l'enlèvement des différentes positions ennemies.  
Le général Micheler conçoit la bataille de la 6<sup>e</sup> Armée et celle du G.A.R. sous une forme plus lente. Il envisage des bonds successifs, des temps d'arrêt plus longs, nécessités par les déplacements d'artillerie.

## **ANNEXE 5**

### **La Convention de Calais. 26 février 1917.**

Le comité de guerre français et le cabinet de guerre britannique approuvent les plans d'opérations exposés par les deux commandants en chef.

Le cabinet de guerre britannique reconnaît que la direction générale de la prochaine campagne offensive doit appartenir au commandant en chef français. Le maréchal commandant l'armée britannique mettra son projet d'opérations en accord avec le plan stratégique d'ensemble du commandant en chef de l'armée française.

Pour la période de préparation qui s'étendra jusqu'au début des opérations, le maréchal commandant l'armée britannique se conformera aux vues du commandant en chef de l'armée française, sauf dans le cas où il estimerait qu'en s'y conformant, il compromettrait la sécurité de son armée. Dans cette hypothèse, il en référerait au cabinet de guerre britannique.

A partir du début des opérations et jusqu'au moment où elles seront terminées, il exécutera les ordres donnés par le commandant de l'armée française, étant bien entendu qu'il aura le choix des moyens à employer.

Le cabinet de guerre britannique et le gouvernement français, chacun en ce qui concerne sa propre armée, restent juges de la date à laquelle les opérations seront considérées comme terminées. A ce moment, les arrangements en vigueur avant le début de cette période reprendront leur plein effet.

## ANNEXE 6

### **Les divergences de vues et les dissensions entre Nivelles et Micheler.**

L'Instruction Personnelle et Secrète du général Micheler (version complète en annexe 5), commandant le G.A.R. à ses commandants d'armées, en date du 26 mars 1917, contenait cette phrase :

*« La progression de l'Infanterie sera, en toutes circonstances, appuyée par le canon. »*

A réception au G.Q.G., Nivelles agrafe une note manuscrite à l'IPS Micheler, note qui servira de base à la rédaction de la lettre 276 par le 3<sup>e</sup> bureau du G.Q.G. :

*« (...) Le fait que l'ennemi s'est renforcé ne peut pas donner plus de force à ce principe que le succès de la manœuvre de rupture et d'exploitation tactique réside surtout dans la vitesse, la surprise causée par l'arrivée soudaine et rapide de notre ligne d'infanterie sur les 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> lignes et dans le gros des batteries.*

*Je condamne totalement la phrase soulignée : « La progression de l'Infanterie sera.... »*

La réponse officielle de Nivelles (version complète en annexe 6), rédigée par le 3<sup>e</sup> Bureau aura la forme suivante :

*« (...) Je vous prie de reprendre dans le sens que je viens de vous exposer la rédaction du paragraphe 5 de votre Instruction 49/2 du 26 mars qui doit revêtir un caractère plus offensif.*

*Je connais assez votre tempérament et votre doctrine de guerre pour être assuré, d'avance, de l'adhésion de votre esprit à ma conception de l'entrée en opérations. »*

## ANNEXE 7

### **Instruction Personnelle et Secrète pour les généraux commandant les 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup> et 10<sup>e</sup> Armées et le 2<sup>e</sup> C.C. au sujet de l'exploitation**

Le 26 mars 1917.

Les modifications apportées à la situation générale par le repli des Allemands sur la ligne Hindenburg et les transformations qui en résultent pour le dispositif d'attaque des forces franco-anglaises entraînent les conséquences suivantes :

1° L'ennemi, dont les disponibilités se sont augmentées, peut être en mesure d'amener des forces importantes sur le champ de bataille, soit dès la fin de la phase de rupture, soit au début de l'exploitation tactique.

2° L'action principale du G.A.R. doit être orientée, non plus seulement vers le nord, mais plutôt vers le nord-est.

Dans ces conditions :

#### I

*a.* Rien n'est changé aux conditions de la rupture. Il y a lieu toutefois d'observer que nous pouvons trouver l'ennemi en force dans les 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> positions où l'action de notre artillerie n'est pas aussi efficace que sur les deux premières. Tout en brusquant l'attaque de ces 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> positions, dans les conditions prévues, il importe donc de ne les aborder que dans un dispositif suffisamment échelonné en profondeur et ne nécessitant que des formations peu vulnérables.

*b.* Dans la période qui suivra immédiatement la rupture, il y aura lieu également : de ne pas amener sur le champ de bataille des réserves en formations compactes et surtout des *masses de cavalerie*. D'une façon générale, éviter l'« entassement ». Lorsqu'elles dépasseront les troupes de rupture, les réserves devront progresser méthodiquement, en formations largement articulées, avançant rapidement, par toutes les zones libres, avec le souci constant de faire tomber, en les débordant, les points encore tenus par l'ennemi.

*La progression de l'infanterie sera, en toutes circonstances, appuyées au plus près, par le canon.*

*c.* Il faut, en outre : Prévoir que l'exploitation stratégique n'aura pas, vraisemblablement, le caractère rapide d'une marche en avant et se présentera plutôt, soit sous la forme d'une bataille immédiate en rase campagne, soit d'une série d'engagements successifs et d'une progression méthodique.

#### II

*a. 6<sup>e</sup> Armée.*

La 6<sup>e</sup> Armée agira en direction générale du nord, en vue d'atteindre la Serre, en aval de Barenton. Son effort principal se produira par Laon, entre le massif de Lasnicourt et la forêt de Samoussy, sa gauche encerclant, par l'est, le massif de Saint-Gobain.

Sa zone d'action sera limitée à l'est par la ligne incluse : Troyon, Neuville, Martigny-Courpierre, Bruyères, Athis, Barenton.

b. 10<sup>e</sup> Armée.

La mission de la 10<sup>e</sup> Armée sera de déboucher vers le nord-est, sur le front Parfondru, Amifontaine (exclu), et de porter son effort principal en terrain libre, par l'est des marais de Sissonne, dans les directions de Marle et de Montcornet.

Les limites de sa zone d'action seront : à l'ouest, celles indiquées ci-dessus pour la 6<sup>e</sup> Armée ; à l'est, la ligne exclue : ferme du Temple, ferme Damary, Amifontaine, La Malmaison, Bethancourt ( 1 800 mètres au sud-est de Nizy-le-Comte).

La zone de la 10<sup>e</sup> Armée englobera ainsi la zone initialement attribuée au C.C. (Instructions n° 2232 et 2233 du 13 février, du G.A.R.).

La 10<sup>e</sup> Armée disposera du 1<sup>er</sup> C.C. et, par suite, prendra à sa charge, dès que les circonstances le permettront l'exploitation en direction de Guise et Aubenton.

c. 2<sup>e</sup> C.C.

Le 2<sup>e</sup> C.C. restera, *en entier*, à la disposition du G.A.R. Les bonds successifs qu'il aura à exécuter pour se porter en avant au nord de l'Aisne et son engagement se feront sur ordre du général commandant le G.A.R. Son entrée en action aura lieu par dépassement des unités engagées de la 10<sup>e</sup> Armée (la 10<sup>e</sup> Armée prendra les dispositions nécessaires pour assurer le passage, dans sa zone, du 2<sup>e</sup> C.C., quand l'ordre en sera donné). Sa mission initiale restera celle fixée, d'une façon générale, par l'Instruction n° 2232 du 13 février, c'est-à-dire de couvrir la droite de la 10<sup>e</sup> Armée et relier cette armée à la 5<sup>e</sup>, mais son action sera orientée plus nettement vers le nord-est qu'il n'était prévu.

Le 2<sup>e</sup> C.C. devra donc être prêt à s'avancer très rapidement, dans une formation très articulée, en profondeur, derrière son avant-garde, en direction de La Selve, Benneville.

Son exploration s'exercera, dès que les circonstances le permettront, dans la zone comprise entre la ligne Montcornet, Aubenton et la ligne Novion-Porcien- Vendresse.

Signé : Micheler.

*A cette lettre, classée aux archives du 3<sup>e</sup> bureau du G.Q.G., est jointe la note ci-dessous de la main du général Nivelles et qui sert de base à la rédaction de la lettre 276 du 1<sup>er</sup> avril, adressée par le général en chef au général commandant le Groupe d'Armées de Réserve.*

Approuver cette note en ce qui concerne l'orientation à donner aux armées et aux attaques. Mais certaines considérations, développées p. 2 § I risqueraient, mal interprétées, d'enlever à la manœuvre son élan et ses chances de succès.

Le fait que l'ennemi s'est renforcé ne peut que donner plus de force à ce principe que le succès de la manœuvre de rupture et d'exploitation tactique réside surtout dans la vitesse, la surprise causée par l'arrivée, rapide et soudaine, de notre ligne d'infanterie sur les 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> lignes et dans le gros des batteries.

Il en est de même de la mise en place des troupes d'exploitation stratégique.

Pour cette exploitation stratégique, il faudra que nos forces ne se présentent devant l'ennemi, qu'en état de livrer bataille, mais, pour cela, il faut d'abord déboucher, par conséquent, ne pas dire un mot qui puisse entraver l'élan de l'attaque.

La 10<sup>e</sup> Armée doit talonner au plus près, conformément du reste, à tous les ordres donnés à ce sujet, les divisions de première ligne du 2<sup>e</sup> C.A.C. et du 1<sup>er</sup> C.A. (*Je désire revoir à ce sujet, les ordres de la 10<sup>e</sup> Armée.*)

Je condamne totalement la phrase soulignée « *La progression de l'infanterie sera...* »

Signé : R.N.

## ANNEXE 8

### Lettre du général en chef au général commandant le G.A.R. en date du 1<sup>er</sup> avril 1917.

J'ai pris connaissance de votre Instruction 4912 du 26 mars, relative à l'exploitation.

Les conditions dans lesquelles va s'engager l'offensive générale de nos armées, en particulier celle du G.A.R., ont, par suite du repli des Allemands sur la Ligne Hindenburg, subi certaines modifications ; mais le caractère général à imprimer à nos opérations est resté le même, et je tiens, par suite, à vous préciser, de nouveau, mes vues sur les points essentiels traités par votre instruction précitée.

#### I

J'approuve entièrement les prescriptions qui font l'objet du paragraphe 11 de votre Instruction 4912 relativement à l'orientation nouvelle à donner aux armées d'attaque et d'exploitation.

#### II

Ainsi que vous l'affirmez avec raison, « rien n'est changé aux conditions de la rupture ».

C'est cette idée maîtresse qu'il faut maintenir dans l'esprit des exécutants, avec tout ce qu'elle comporte, c'est-à-dire avec « le caractère de *violence*, de *brutalité* et de *rapidité* » qu'elle doit revêtir, ainsi que je vous l'ai exposé dans ma lettre 23 811 du 29 janvier.

C'est dans la *vitesse* et la *surprise* causée par l'irruption rapide et soudaine de notre ligne d'infanterie sur les 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> positions, sur la majeure partie des emplacements d'artillerie que réside le succès de la manœuvre de rupture et d'exploitation tactique. Le renforcement de l'adversaire ne peut que donner plus de force à ce principe.

L'abordage de ces positions peut, sans doute, être précédé d'un arrêt, en vue de la remise en ordre, du complément de préparation, de l'approche des engins spéciaux, des déplacements d'artillerie nécessaires, mais tout doit être mis en œuvre pour réaliser la *rapidité* dans la rupture, qui est la condition même de l'exploitation stratégique. Aucune considération ne doit intervenir qui soit de nature à entraver l'élan de l'attaque.

Pour être en mesure d'exploiter, il faut d'abord déboucher.

#### III

L'exploitation stratégique soit suivre la rupture, sans arrêt ; elle conduit à la bataille et exige, par suite, que les forces consacrées à cet acte se présentent à la bataille dans les conditions voulues et que vous rappelez (§11, *b*, 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> alinéas de votre Instruction 4012).

Il faut, en particulier, que la 10<sup>e</sup> Armée talonne au plus près, conformément aux ordres déjà donnés par ma lettre 23 811 du 29 janvier, et, par vos instructions, les corps des 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> Armées qu'elle est appelée à dépasser, qu'elle les dépasse sans arrêt et qu'elle entame sa progression, au-delà de leur front, audacieusement et sans hésitation.

L'articulation voulue dans la marche d'approche, le dispositif des avant-gardes et des détachements de sûreté, l'ordre et la méthode ne doivent, en aucun cas, exclure les qualités de perçant, plus que jamais nécessaires dans cette phase.

A cet égard, il faut réagir énergiquement contre les tendances qui se sont manifestées dans la marche de certaines unités, dans la région de Noyon, où l'on a vu une infanterie lente, hésitante, n'avançant, même sans rencontrer de résistance, que derrière des barrages d'obus.

Dans cet ordre d'idées, il convient de modifier la prescription qui a fait l'objet de la phrase finale (soulignée) du § 1. *b* de votre Instruction 4912 et je lui préférerais une rédaction analogue à la suivante :

« On devra être en mesure, en toutes circonstances, d'appuyer la marche de l'infanterie par le canon, quand cela deviendra nécessaire ».

Comme dans toute espèce d'opération de guerre, il s'agit de doser, suivant les circonstances, l'audace et la prudence, en donnant toujours à la première la dose maxima possible. Ces deux éléments de force peuvent et doivent se combiner constamment ; l'audace est une affaire de volonté, de décision, de haine contre un adversaire dont les procédés ne respirent que la barbarie et n'appellent que la vengeance ; la prudence est une affaire de dispositif : largeur, profondeur, sûreté, liaison des armes.

Dans cet ordre d'idées, tout malentendu doit être évité, toute divergence écartée, et je vous prie de reprendre, dans le sens que je viens de vous exposer, la rédaction du paragraphe I de votre Instruction 4912, du 26 mars, qui doit revêtir un caractère plus offensif.

Je connais assez votre tempérament et votre doctrine de guerre pour être assuré, d'avance, de l'adhésion de votre esprit à ma conception de l'entrée en opérations.

Signé : R. Nivelles.

## ANNEXE 9

### **Directive du général Nivelle du 4 avril 1917 Pour les armées britanniques, l'armée belge et les groupes d'armées français.**

Les missions des différents groupements de forces, participant aux offensives d'ensemble, ayant été quelque peu modifiées, par suite du repli de l'ennemi et de l'augmentation de ses réserves, il m'a paru nécessaire de résumer dans une directive générale les instructions particulières données à chacun de ces groupements.

Les commandants d'armées seront ainsi mieux à même de se rendre compte de leur rôle particulier dans l'ensemble des opérations, qui doivent se développer à partir des premiers jours d'avril.

#### I

##### *Conditions générales de l'offensive.*

Le *but à atteindre* reste la destruction de la masse principale des forces ennemies sur le front occidental.

Les opérations envisagées comprendront donc nécessairement :

1° Une bataille prolongée dans laquelle nos armées d'attaque devront rompre front adverse, puis battre les disponibilités ennemies.

2° Une phase d'exploitation intensive à laquelle participeront toutes les forces disponibles des Alliés.

#### II

Les offensives initiales des armées d'attaque seront convergentes, de manière à porter l'effort combiné des armées britanniques, du G.A.N. et du G.A.R. dans une région particulièrement importante au point de vue des communications de l'ennemi.

##### *a. – Armées britanniques.*

Le groupe des armées britanniques d'attaque comprendra la rupture du front ennemi entre Givenchy et Quéant. Cette rupture sera immédiatement suivie par la poussée des réserves, en direction de Cambrai et de Douai, et par une exploitation latérale, rapide, entreprise à la fois, vers le nord, en arrière du front de Lens, La Bassée, et vers le sud-est, en prenant à revers la Ligne Hindenburg.

A l'ale droite des forces britanniques, la 4<sup>e</sup> Armée liera son mouvement à celui du G.A.N. et coopérera à ses attaques.

Il est de la plus grande importance, pour le développement des opérations des armées d'attaque anglaises et du G.A.N., que la 4<sup>e</sup> Armée retienne devant son front le maximum de forces ennemies.

##### *b. G.A.N.*

Le G.A.N. a pour mission de poursuivre son offensive en direction du nord-est, en liaison, à gauche, avec la 4<sup>e</sup> Armée britannique, et, à droite, avec le G.A.R.

Il attaquera d'abord la position avancée ennemie, à l'ouest et au sud de Saint-Quentin, puis le front Harly, Alaincourt, dans les conditions déterminées par des ordres particuliers.

Le G.A.N. coopérera avec tous les moyens qu'il pourra mettre en œuvre, à l'attaque de la 6<sup>e</sup> Armée. Il s'entendra avec le G.A.R. pour l'exécution de ces opérations.

*c. G.A.R.*

Les attaques initiales du G.A.R. s'exécuteront sur le front précédemment fixé. Mais, en raison du repli de l'ennemi sur la position Hindenburg, elles devront se développer principalement en direction de Guise ? Vervins et Hirson.

*d. G.A.C.*

La 4<sup>e</sup> Armée coopérera à l'attaque du G.A.R. en prenant l'offensive sur son front, à l'ouest de la Suippe.

Après avoir enlevé le massif de Moronvilliers, elle poussera immédiatement ses divisions de gauche vers le nord de manière à venir tout d'abord border la Suippe et préparer le développement des opérations dans la direction de Vouziers et d'Attigny.

Son action se liera à celle l'aile droite de la 5<sup>e</sup> Armée.

### III

#### *Phase d'exploitation*

A la suite de la rupture du front ennemi, effectuée suivant les directions définies ci-dessus, les différents groupements de forces alliés entameront aussitôt l'exploitation de ces premiers succès.

Les armées britanniques appuyant leur droite à la Sambre, poursuivront leur offensive suivant l'axe général Valenciennes – Louvain.

Leur aile gauche (2<sup>e</sup> Armée), profitant de la faiblesse des forces que l'ennemi aura en ce moment en Flandres, débouchera de la région d'Ypres, en liaison avec l'armée belge.

L'armée belge aura comme mission de rompre le front ennemi dans les régions de Steenstraat et de Dixmude, puis, de se porter, le plus rapidement possible, sur Roulers et Gand.

Plus au nord, le 36<sup>e</sup> C.A. attaquera, le long de la côte belge, sur Ostende et Bruges.

Les G.A.R., G.A.N et G.A.C. poursuivront leur progression en direction du nord-est ; les G.A.N et G.A.R., dans la zone comprise entre la Sambre et la ligne générale : Berry-au-Bac – Château-Porcien – Sedan, et le G.A.C. au sud de cette ligne.

Dans toutes les armées, les opérations d'exploitation doivent être conçues dans l'esprit le plus large et le plus audacieux.

Dans cet ordre d'idées :

Les armées britanniques, après s'être emparées de Cambrai et de Douai, devront se porter sur Valenciennes, puis sur Mons, Tournai et Courtrai, en élargissant sans cesse leur action vers le nord, au fur et à mesure de leur progression à l'intérieur du territoire reconquis.

Le G.A.N. aura pour premiers objectifs, dans la phase d'exploitation, les voies ferrées partant d'Hirson vers Cambrai, vers Valenciennes et vers Maubeuge.

Les G.A.R. et G.A.C. viseront, tout d'abord, la conquête de toute la boucle de l'Aisne, puis celle de la région comprise entre la Meuse, la Sormonne et l'Oise.

Chaque groupement de forces doit prévoir et organiser à l'avance, la ruée vers les lignes de communication adverses qui traversent la zone d'exploitation.

C'est par la marche en avant, brusquée, de toutes les forces disponibles, et *par la conquête rapide des points les plus sensibles pour le ravitaillement des armées ennemies* que nous devons rechercher leur désorganisation complète et précipiter leur repli.

Signé : Nivelles.

A cette directive, est épinglée une note, écrite au crayon, de la main du général Nivelles et signée R.N. dont voici le texte :

« Général Pont.

Faire étudier par le 3<sup>e</sup> Bureau et les G.A. intéressés ;

Comme manœuvre d'exploitation large, la conquête :

1<sup>o</sup> de toute la boucle de l'Aisne, Berry-au-Bac, Réthel, Vouziers ;

2<sup>o</sup> de toute la région comprise entre Meuse, Sormonne et Oise.

Je dis exploitation *large*, c'est-à-dire marches brusquées sur les lignes de ravitaillement.

Urgent, parce que je veux, avant le départ, faire une note rappelant les grandes lignes : objectifs successifs à viser, ruée sur les lignes de communication et leurs points sensibles en ce qui concerne le ravitaillement ennemi, etc. reprenant en somme la quintessence de nos instructions successives.

Signé : R.N. »

## ANNEXE 10

### Plan d'action d'ensemble de la 6<sup>e</sup> Armée du général MANGIN

#### I

En raison du recul des Allemands sur le front Saint-Quentin – Fort de Condé, les conditions d'attaque de la 6<sup>e</sup> Armée sont partiellement modifiées. En conséquence, l'Instruction Personnelle et Secrète n° 1603, du 16 janvier, et l'ordre général d'opérations n° 1659, du 18 février, sont annulés.

#### II

La 6<sup>e</sup> Armée a pour mission :

1° de rompre le front entre Hurtebise et Soupir, d'une part, entre Laffaux et Vauxaillon, d'autre part, cette rupture étant précédée d'une attaque de l'armée britannique et de la 3<sup>e</sup> Armée ;

2° d'exploiter ce succès dans la direction générale de Laon et du cours inférieur de la Serre, en aval de Barenton ;

Limites initiales avec les armées voisines :

1° Avec la 5<sup>e</sup> Armée : ligne Hurtebise (6<sup>e</sup> Armée), ferme Vauclerc, la Bove château (5<sup>e</sup> Armée), partie est de Ployart (6<sup>e</sup> Armée), Festieux (5<sup>e</sup> Armée).

2° Avec la 3<sup>e</sup> Armée : ligne Crécy-le-Mont, Landricourt, Quincy (à la 6<sup>e</sup> Armée), Aulers, Septvaux, Saint Gobain, Fressencourt, Rogecourt, Auguilcourt (à la 3<sup>e</sup> Armée) et la ligne des hauteurs bordant l'Oise (rive gauche) en direction générale de Guise.

---

A Les conditions générales de la rupture du front au nord de l'Aisne restent celles qui avaient été antérieurement fixées – conquête brutale et rapide de toutes les organisations ennemies, *d'un seul élan*, amenant, le soir du jour J, l'occupation de la ligne :

1° Hauteurs sud de Veslud, de Parfondru et du fort de Bruyères, crête des Carrières, château de Presles, crête 193, Monempteuil, Pont Auger, Chavignon, Bois au nord de 198 (signal de la Malmaison), par les 6<sup>e</sup>, 20<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup> C.A. et 2<sup>e</sup> C.A.C.

2° Vaudesson, Pinon, lisières est de la forêt de Pinon, Lizy, Anizy, ponts vers Brancourt et la forêt de Mortier, par le 37° C.A.

L'exploitation tactique du succès sera entamée immédiatement après la rupture du front, dès le soir du jour J.

A. – La 10<sup>e</sup> Armée, au cours de J, prendra place sur le front, à la droite de la 6<sup>e</sup> Armée.

1° La limite entre les 6<sup>e</sup> et 10<sup>e</sup> Armées, après l'entrée en ligne de cette dernière, sera la suivante : Troyon, NeuvilleMartigny-Courpierre, Bruyères, Athis, Barenton-sur-Serre (cette ligne à la 6<sup>e</sup> Armée).

2° Le 2<sup>e</sup> C.A.C. devra, avant l'arrivée des têtes de colonnes de la 10<sup>e</sup> Armée, pousser des détachements offensifs sur les hauteurs dominant la plaine de Laon (hauteurs au sud de Veslud), de Parfondru et de Bruyères.

3° Après dépassement par la 10<sup>e</sup> Armée, le 2<sup>e</sup> C.A.C ; réduisant son front entre Verhges (exclu) et Parfondru (exclu), se regroupera en disposant des zones :\*

Montberault, fort de Montberault, Martigny – Croupierre, Chamouille (zone principale)

Zones secondaires :

Ravin sud-ouest de Montchalons ;

- Bièves et région au sud-ouest de Bièvres ;
- Région ferme de Brunin, ferme de la Bovelle.

### III

La 6<sup>e</sup> Armée disposera des unités suivantes :

2<sup>e</sup> C.A.C. : 10<sup>e</sup> D.I.C., 15<sup>e</sup> D.I.C., 38<sup>e</sup> D.I. – à la disposition du 2<sup>e</sup> C.A.C.

20<sup>e</sup> C.A. : 11<sup>e</sup> D.I., 39<sup>e</sup> D.I., 153<sup>e</sup> D.I., 168<sup>e</sup> D.I. – à la disposition du 20<sup>e</sup> C.A.

6<sup>e</sup> C.A. : 12<sup>e</sup> D.I., 56<sup>e</sup> D.I., 127<sup>e</sup> D.I., 166<sup>e</sup> D.I. – à la disposition du 6<sup>e</sup> C.A.

1<sup>er</sup> C.A.C : 2<sup>e</sup> D.I.C, 3<sup>e</sup> D.I.C, 158<sup>e</sup> D.I. – à la disposition du 1<sup>er</sup> C.A.C.

11<sup>e</sup> C.A. : 21<sup>e</sup> D.I., 22<sup>e</sup> D.I., - E.N.E. du 37<sup>e</sup> C.A. à la disposition du 11<sup>e</sup> C.A. ;

133<sup>e</sup> D.I. : initialement, la 133<sup>e</sup> D.I. suivra la progression du 20<sup>e</sup> C.A., derrière sa D.I. de droite. Entre H+4 et H+6, elle prendra place sur le front, à la droite du 20<sup>e</sup> C.A. ;

37<sup>e</sup> C.A. : le général commandant le 37<sup>e</sup> C.A. suivra les opérations du 1<sup>er</sup> C.A.C. avec son état-major ; il se tiendra prêt à reprendre la direction des opérations menées par le 1<sup>er</sup> C.A.C. après la rupture et l'exploitation tactique.

#### IV

Premier objectif, O1 : ligne générale : rive nord de l'Ailette, la Croix sans tête.

Deuxième objectif, O2 : ligne générale : Poyart-et-Vaurseine, Lierval, Filain.

Objectifs minima à atteindre à H+6 : ligne générale : hauteurs sud de Veslud, château de Presles, Chavignon.

#### *Forme de l'attaque.*

Jusqu'à ce que les lignes allemandes aient été dépassées, l'attaque prendra la forme d'un assaut brutal et continu, coupé seulement par les courtes pauses strictement nécessaires à la remise des unités dans un ordre relatif.

Les vagues d'assaut se succéderont sans arrêt, suivies, à courte distance, par les petites colonnes des réserves de manière à former un courant ordonné, rapide et cohérent ; les organisations ennemies qui pourraient subsister seront résolument dépassées par les vagues d'assaut et se trouveront submergées, à la merci des réserves.

L'infanterie, en un seul élan, à la vitesse de 100 mètres en trois minutes, sous la protection :

1. de barrages de 75, formés, à 70 ou 80 mètres, par des obus percutants et à 150 mètres par des obus explosifs, fusants ou percutants,
2. de barrages d'A.L. formés à 200 mètres,

devra atteindre chacun des objectifs et le barrage d'artillerie se fixera devant elle.

La continuité des barrages sera assurée par les déplacements d'artillerie nécessaires.

Les objectifs successifs sont définis pour l'ensemble des 1<sup>er</sup> C.A.C., 6<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup>, 20<sup>e</sup> C.A. et 2<sup>e</sup> C.A.C.

L'engagement du 11<sup>e</sup> C.A. est prévu entre le 2<sup>e</sup> C.A.C. et le 20<sup>e</sup> C.A. par une seule division (133<sup>e</sup>) prenant une partie du front du 20<sup>e</sup> C.A. entre H+4 et H+6, sur un front limité :

à l'est, par la sortie nord de Monthenault sur la grand' route.

A l'ouest, par la ligne : corne sud du bois à l'est de Lierval, château de Presles (exclu).

*Emploi et manœuvre des C.A.**2<sup>e</sup> C.A.C.*

Le 2<sup>e</sup> C.A.C. engagera, pour la rupture, deux grandes unités accolées, la troisième D.I. suivant en réserve.

Après dépassement par la 10<sup>e</sup> Armée, le 2<sup>e</sup> C.A.C. sera regroupé, gardant son débouché vers Bruyères, et prêt à reprendre, dans la nuit de J à J+1 au plus tard, sa progression à l'est de Laon, par Athies et vers Barenton-sur-Serre.

*20<sup>e</sup> C.A. et 11<sup>e</sup> C.A.*

Le 20<sup>e</sup> C.A. engagera deux D.I. accolées en 1<sup>re</sup> ligne, une troisième D.I. derrière sa gauche et ayant à sa hauteur, à droite, la D.I. de tête du 11<sup>e</sup> C.A. (133<sup>e</sup> D.I.).

Celle-ci liera sa progression à celle de la D.I. de droite du 20<sup>e</sup> C.A. pour entrer en ligne sur le front, comme il a été indiqué au § III.

La quatrième D.I. du 20<sup>e</sup> C.A., la deuxième et éventuellement la troisième) du 11<sup>e</sup> C.A. seront accolées, au sud de l'Aisne, dans les zones respectives de ces deux C.A.

*6<sup>e</sup> C.A. et 1<sup>er</sup> C.A.C.*

Les 6<sup>e</sup> C.A. et 1<sup>er</sup> C.A.C. ont pour mission l'attaque convergente sur le plateau du Signal de la Malmaison, partant :

Le 6<sup>e</sup> C.A. du front Soupir, ferme de Metz, en direction de Chavignon ;

Le 1<sup>er</sup> C.A.C., du front Vauxaillon, Laffaux, en direction Pinon, Vaudesson ; celui-ci enlèvera en outre, la tête de pont d'Anizy au nord du canal.

*a. 6<sup>e</sup> C.A.*

Le 6<sup>e</sup> C.A. étendra sa droite jusqu'au tunnel du canal. Il devra couvrir sa gauche entre Vailly et Soupir, par un « Détachement spécial de l'Aisne », comprenant en particulier les 44<sup>e</sup> et 65<sup>e</sup> R.I.T.

Ses objectifs définitifs le relieront au 1<sup>er</sup> C.A.C. au carrefour 600 mètres nord-est de l'Ange Gardien et devront comprendre l'occupation de Chevignon et du Pont-Oger.

*b. 1<sup>er</sup> C.A.C.*

*Troupes territoriales mise à la disposition du 1<sup>er</sup> C.A.C.*

En dehors du 66<sup>e</sup> Territorial, régiment organique du 37<sup>e</sup> C.A., le 1<sup>er</sup> C.A.C. disposera de la 193<sup>e</sup> Brigade de la 97 D.T. pour tenir un front passif de J-4 à J au soir. Cette brigade sera ensuite remise à la disposition de l'armée pour être dirigée vers Laon (troupes d'étapes).

*Intentions de manœuvre.*

Le 1<sup>er</sup> C.A.C. attaquant entre le Moulin de Laffaux et Vauxaillon, sur un front de 3 kilomètres environ, a pour mission :

1. – De tendre la main au 6<sup>e</sup> C.A. qu'il devancera dans la zone : Signal de la Malmaison, Vaudesson, Pinon.
2. De préparer son propre débouché ultérieur au nord de l'Ailette en direction d'Anizy et Lizy.
3. De fermer toute retraite aux fractions ennemies restées au sud du Chemin des Dames et de concourir (par les troupes territoriales à sa disposition), avec les éléments spéciaux du 6<sup>e</sup> C.A. au nettoyage de la région ainsi enveloppée.

*Objectifs successifs.*

*Départ de l'attaque : H+3.*

*Front d'attaque :* 3 kilomètres environ dans la région Laffaux – Vauxaillon (les limites exactes sont à déterminer par le 37<sup>e</sup> C.A.).

*Premier objectif :* bifurcation 500 mètres à l'est de l'Ange-Gardien, Vaudesson, cote 88, Pinon, Anizy.

Cet objectif devra être atteint au plus tard à H+6 ; Le commandant du 1<sup>er</sup> C.A.C. pourra faire choix d'un objectif intermédiaire sur lequel les troupes marqueraient un temps d'arrêt permettant un certain alignement et la reprise du barrage d'artillerie.

*Deuxième objectif (départ de l'attaque à H+6) :*

Canal de l'Oise à l'Aisne entre la tranchée Hindenburg et le chemin (nord – sud) de Vaudesson à la ferme Rozay.

Cet objectif sera atteint par deux divisions qui s'efforceront d'enlever et de tenir par des avant-gardes le château de Locq, Anizy le château et Lizy, en vue de leur débouché ultérieur.

La 3<sup>e</sup> division, tenant le plateau de l'Ange gardien, poussera une avant-garde en direction du 6<sup>e</sup> Corps d'armée vers la Malmaison ferme et des détachements d'exploitation en direction, au sud, vers Sancy et Jouy.

*c- 5<sup>e</sup> D.C.*

La 5<sup>e</sup> D.C. stationnera au soir de J-1, dans la région Paragnan et sud de Paragnan.

Elle fera mouvement le jour J derrière l'infanterie pour venir se placer dans la zone Chamouille, Pancy, Grandelain. Elle disposera à cet effet de la route Oeilly, Vandresse,

Chamouille de H+10 à H+15 ; mais son mouvement, pour gagner sa zone définitive, aura lieu par filtration à travers les lignes, si cela est nécessaire, de façon à être exécuté le plus rapidement possible et sans gêner la mise en place des unités de toutes armes.

## VI

Après la rupture du front ennemi, l'exploitation sera immédiatement entamée dans la direction indiquée au § II, sur un front réparti ainsi qu'il suit entre les C.A. :

2<sup>e</sup> C.A.C. : Zone à l'est de Laon et Aulnois-sous-Laon.

11<sup>e</sup> C.A. : Zone du massif de Laon, direction Laon et Aulnois-sous-Laon.

20<sup>e</sup> C.A. : Zone entre le massif de Laon et le massif de Laniscourt, direction Cerny-les-Bucy et Vivaise.

6<sup>e</sup> C.A. : Zone du massif de Laniscourt.

1<sup>er</sup> C.A. : Occupation du défilé entre Faucoucourt et Lizy, par sa D.I. de gauche, les deux autres regroupées vers Anizy –le-Château et Pinon.

## VII

### *Zones arrière des corps d'armée :*

Les zones arrière des C.A., au sud de la Vesle, sont, à partir de J-1, 0 heure, fixées par la carte ci-jointe (p.m.).

Les C.A. ont toute latitude pour placer, dans la zone arrière qui leur est affectée, leurs *impedimenta* et leurs dépôts divisionnaires. Il reste entendu que les D.I., placées en réserve au sud de l'Aisne, devront être groupées, à J 0 heure, entre l'Aisne et la Vesle.

## VIII

### *Routes et ponts sur l'Aisne.*

Jusqu'à J-1, sans changement.

De J-1 à J, H+3, voir carte ci-jointe (p.m.).

A partir de H+3 : voir carte ci-jointe (p.m.).

Pour J+1, voir carte ci-jointe (p.m.).

*Note* : Le jour J, jusqu'à H+8, les déplacements d'artillerie du 2<sup>e</sup> C.A.C. pourront se faire par le route : Tour de Passy, Ailles, Chermizy ; ceux du 20<sup>e</sup> C.A., sur la route Vendresse, Chamonville, Laon.

#### *Routes gardées.*

La route Fismes, Oeuilly, Troyon, Bruyères, Laon et la grand 'route Soissons, Laon seront « toutes gardées » à partir de J+9.

Signé : Mangin